MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-190** **15/03/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 32

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ANSES; ASP; SGAE; SEI; FAM; CL; IFCE; ONF; INAO) 32 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste de coordinateur.rice d'études et appui scientifique -
Date limite de candidature : 31/03/2023

- 1 poste de coordinateur d'expertises toxicologue
Date limite de candidature : 31/03/2023

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef.fe. de service adjoint.e -
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de chef.fe de secteur
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de chef.fe de projet - amoa transverse -
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de ingénieur.e recette -
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de Ingénieur.e recette -
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de chef.fe de projet - Pmo
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de référent.e fonctionnel Contrôles
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de référent.e fonctionnel Surfaces -
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste de référent.e fonctionnel Valorisation
Date limite de candidature : 14/04/2023

- 1 poste d'architecte
Date limite de candidature : 24/04/2023

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de chargé.e de mission mangroves
Date limite de candidature : 09/04/2023

- 1 poste de chargé.e mission
Date limite de candidature : 09/04/2023

- 1 poste de responsable de mission
Date limite de candidature : 15/04/2023

- 1 poste d'assistant.e
Date limite de candidature : 06/04/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe de pôle.
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de superviseur-paye
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de de gestionnaire-visa-dépenses-fonctionnement
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de chef.fe unité promotion
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de chargé.e études
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de chef.fe pole agrément et assistance
Date limite de candidature : 07/04/2023

Institut français du cheval et de l’équitation :

- 1 poste de soigneur.euse - assistant logistique
Date limite de candidature : 10/04/2023

- 1 poste d'ingénieur.e formation
Date limite de candidature : 02/04/2023

Institut national de l’origine et de la qualité :

- 1 poste de responsable adjointe du service juridique et international
Date limite de candidature : 13/04/2023

- 1 poste de gestionnaire de paie
Date limite de candidature : 07/04/2023

- 1 poste de directeur.trice adjoint.e
Date limite de candidature : 31/03/2023

Office national des forets :

- 1 poste d'adjointe DT – chargé.e des questions forestières
Date limite de candidature : 09/04/2023

- 1 poste de chef.fe du service Bois
Date limite de candidature : 09/04/2023

- 1 poste de directeur.rice agence

Date limite de candidature : 09/04/2023

- 1 poste de responsable transformation digitale
Date limite de candidature : 13/04/2023

Secrétariat général des affaires européennes :

- 1 poste d'adjoint.e à la cheffe du secteur "CIAA - FAO et Codex alimentarius"
Date limite de candidature : 16/04/2023

Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller pour les affaires agricoles en Pologne
Date limite de candidature : 16/04/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute

un/une Coordinateur **d'études et d'appui scientifique** (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation-

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Vous aurez pour mission générale de participer à différentes études, expertises ou appuis scientifiques et techniques concernant l'évaluation des apports nutritionnels et des expositions aux contaminants liés à l'alimentation. Une partie de ces travaux portera sur les grandes études sur la contamination des aliments (EAT) ou sur les consommations alimentaires (INCA, Albane, ConsoMer). Pour l'ensemble des travaux, vous procéderez à l'analyse statistique des données, à des recherches bibliographiques et à la rédaction de notes et rapports d'étude présentant les résultats de ces analyses.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre équipe

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Au sein de la DER, l'unité UME appartient au Domaine Observatoires, Données et Méthodes de la DER. L'équipe est composée de 17 agents. Elle a pour mission 1) le développement de méthodologies transversales d'évaluation des risques nutritionnels ou des expositions liées aux substances chimiques et aux agents physiques ou microbiologiques, 2) la réalisation des appuis scientifiques et techniques pour le compte des autres unités de la DER notamment dans le domaine de l'exploration et l'analyse de données et 3) la mise en place d'études destinées à alimenter des bases de données permettant une évaluation des risques liés à l'alimentation. L'unité coordonne notamment la réalisation des études sur les consommations alimentaires (études INCA et enquête Albane) et des études de l'alimentation totale (EAT).

Votre quotidien

- Participer aux travaux en lien avec la préparation et l'exploitation des grandes études sur les consommations alimentaires (Albane) ou sur la contamination des aliments (EAT) ;
- Réaliser des travaux scientifiques, en collaboration avec d'autres membres de l'unité ou d'autres unités de la DER : réflexions méthodologiques (ex. apports usuels), analyses statistiques, calculs d'expositions et/ou d'apports nutritionnels, production de tableaux de bord… ;
- Plus largement, réaliser des appuis scientifiques et techniques dans ses domaines de compétences en collaboration avec les unités d'expertise de la DER en vue de répondre aux saisines de l'Anses ;
- Rédiger ou co-rédiger les différents livrables attendus : note, rapport d'étude, avis de l'Anses, publications scientifiques.

Votre profil

- **Formation et expérience requises :**
  - Niveau de formation : Souhaité Master 2 ou diplôme universitaire en épidémiologie, en santé humaine ou diplôme d'ingénieur agronome, spécialisation statistiques ou nutrition humaine - Minimum BAC +3;
  - Première expérience dans une structure d'épidémiologie ou de santé publique indispensable ;
  - Une première expérience en analyse statistique de données de consommations alimentaires est souhaitée.

- **Compétences et qualités attendues :**
  - Connaissance en méthodes d'enquête et dans l'élaboration de protocoles et de questionnaires,
  - Connaissance dans l'analyse de données d'enquête alimentaire et l'évaluation des risques liés à l'alimentation
  - Maîtrise d'un logiciel de traitement de données (R, STATA…) indispensable,
  - Maïtrise des méthodes de traitements statistiques en épidémiologie et/ou modélisation mathématique
  - Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale),
  - Maîtrise de l'outil informatique (pack Office,),
  - Aptitude organisationnelle, autonomie, rigueur et dynamisme,
  - Aptitude au travail en équipe et bon relationnel,
  - Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant administratif, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

- *Le poste est basé à Maisons-Alfort Métro 8 « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort », RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4*

Pour postuler :

Contact opérationnel

Chris ROTH,
Responsable de l'UME
(chris.roth@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 31/03/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-041** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique. Rejoignez-nous !

*** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêts.** Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute

un/une **Coordinateur d'expertises scientifiques toxicologue dans le domaine de l'élaboration de valeurs de référence** (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Sous l'autorité de la cheffe d'unité et de son adjointe, **vous aurez pour mission** d'assurer la préparation et le suivi de l'élaboration de **valeurs sanitaires de référence : valeurs toxicologiques de référence**, valeurs d'exposition professionnelle et **en particulier valeurs biologiques pour la biosurveillance des expositions en population générale et en milieu de travail dans le cadre du programme PARC, Partenariat européen pour l'évaluation des risques liés aux substances chimiques**[1]. **Vous participerez à la** coordination du comité d'experts spécialisé en charge de l'**évaluation des risques chimiques liés aux articles et produits de consommation (CONSO) et de ses travaux.**

Votre équipe

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-**environnement, à la** santé au travail, à la santé, à l'alimentation et **au bien-être des animaux, et à** la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Au sein de cette direction, l'Unité d'**évaluation des valeurs de référence et des risques liés aux substances chimiques** (UEVRRiSC) conduit des expertises sur les dangers et les risques des substances chimiques. Elle a en charge l'élaboration **de valeurs sanitaires de référence** (VTR, VLEP, VLB/VBR, etc.). **Elle conduit également des travaux** d'évaluation des **expositions et des risques sanitaires pour les travailleurs ou en lien avec des produits de consommation et collabore** de manière transversale avec d'autres unités. L'UEVRRiSC est enfin impliquée **dans des expertises et/ou projets nationaux et européens sur les thématiques décrites ci-dessus, dont le programme PARC, et peut être amenée à contribuer aux travaux règlementaires** (CLP/REACH). Pour toutes ces missions, l'UEVRRiSC s'appuie sur différents collectifs d'experts spécialisés (CES) **et est composée de 13 agents de formations variées.**

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

[1] Pour plus d'informations voir : https://www.anses.fr/fr/content/partenariat-europeen-evaluation-des-risques-substances-chimiques-parc

Votre quotidien

- Animer les réunions de comités d'experts spécialisé ou de groupes d'experts pour la mise en œuvre de travaux d'expertise collective ;
- Conduire des analyses systématiques de la littérature sur des substances données ;
- Analyser les données scientifiques (données expérimentales de toxicité, données épidémiologiques, médicales, d'exposition, de valeurs de référence, etc.), synthétiser les données disponibles puis discuter ces analyses auprès des collectifs d'experts ;
- Rédiger sur ces bases un rapport de synthèse en français et/ou en anglais ;
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques (rédaction de comptes rendus, planification de réunions de travail, mise à disposition de documents pour les experts…) ;
- Participer à la valorisation des travaux d'expertise produits au niveau national, européen ou international (congrès, comités et/ou groupes d'experts français ou européens…) ;
- Assurer une veille bibliographique, scientifique et technique, dans son domaine de compétences.

Votre profil

- **Formation et expérience requises :**

Souhaité Bac +5 à Bac+ 8 – MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie ou épidémiologie, docteur en pharmacie, docteur en médecine vétérinaire. Minimum Bac + 3

Expérience appréciée dans le domaine de l'évaluation des substances chimiques
Expérience de la gestion de projets et/ ou de la conduite d'expertises.

- **Compétences :**

- Connaissances approfondies en toxicologie, en caractérisation des dangers d'une substance, en évaluation des risques sanitaires
- Connaissances en toxicocinétique
- Connaissances en établissement de valeurs de référence en population générale (VTR/VGAI) et/ou professionnelle (VLEP, VLB/VBR)
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances chimiques (REACH, CLP) et/ou en santé publique, santé travail
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe indispensables
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude organisationnelle, rigueur et dynamique
- Maîtrise des outils informatiques bureautiques
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Curiosité scientifique, esprit critique et ouverture d'esprit

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/ RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

- *Le poste est basé à Maisons-Alfort*

Métro 8, « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort», RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4

Pour postuler :

- *Contact opérationnel*

Dominique Brunet, Cheffe de l'unité UEVRRiSC (dominique.brunet@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 31/03/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-042** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

*** En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une** déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Référent fonctionnel AMOA Contrôle (H/F)

Localisation : MONTREUIL

Statut : Fonctionnaire, CDI

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac + 3 ou Bac + 5 en informatique

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR).

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs. Le référent fonctionnel Contrôle est rattaché au secteur en charge de la construction du SI, qui a pour mission d'analyser les besoins et les demandes d'évolution des fonctionnalités informatiques en liaison avec les services « métier » liés à la gestion des aides directes de la PAC.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la DSDA, vous participerez à la construction et à l'évolution du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions seront regroupées autour des objectifs suivants :

Capacités rédactionnelles

- Rédiger les expressions de besoin technico-fonctionnelles
- Participer à la rédaction des expressions de besoins métier

Expertise

- Garantir que les évolutions souhaitées dans votre domaine répondent pleinement aux besoins fonctionnels et opérationnels des usagers (services instructeurs et exploitants agricoles)
- Valider le contenu des spécifications, les estimations de charge, les scénarios de tests et la bonne couverture des exigences
- Réaliser des expertises de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs
- Etre en capacité de décliner les parcours usagers voulus au sein de l'outil

Innovation

- Accompagner, mettre en œuvre et piloter des projets informatiques structurants et/ou innovants, notamment au travers de POC (proof of concept) associé à la conduite du passage à l'échelle
- Etre force de proposition dans le cadre des projets structurants et/ou innovants
- Co-concevoir et accompagner l'éventuel passage à l'échelle

Management et formation

- Contribuer à renforcer l'encadrement et la conduite de la maitrise d'œuvre des outils
- Participer aux comités technico-fonctionnels et dialoguer avec les maîtrises d'œuvre
- Former fonctionnellement l'équipe de recette
- Appuyer l'équipe de recette de la direction des opérations et réaliser vos missions en mode Agile

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous possédez des compétences avérées dans la construction de SI complexes :

- Expérience à la fois en tant que MOE et MOA
- Aptitude à piloter des maîtrises d'œuvre
- Capacité à s'investir dans les processus métiers et les processus techniques
- Expérience en tant que chef de projet informatique serait appréciée
- Maîtrise des outils bureautiques

Vous avez une bonne connaissance de l'environnement dans lequel vous évoluerez :

- Connaissance des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences
- Connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait appréciée
- Appétence en Intelligence Artificielle

Vous possédez des aptitudes d'encadrement et d'animation et les qualités nécessaires à l'exercice de ce poste :

- Pratiques des méthodes agiles et de la méthode UML
- Aptitude à communiquer, à travailler en équipe
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité
- Efficacité, dynamisme et autonomie

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métiers de la DSDA, le prestataire informatique chargé de la maîtrise d'œuvre d'ISIS, les directions régionales de l'ASP et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur Des Opérations – philippe.mercier@asp-public.fr
- Christophe Jourdas, Directeurs Des Opérations adjoint – christophe.jourdas@asp-public.fr
- Bertrand De Rekeineire, Chef du Service Construction des Systèmes d'Information – Bertrand.DE-REKENEIRE@asp-public.fr
- Sandrine Dupuy, conseillère recrutement mobilité formation – mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Référent fonctionnel Surface

AMOA

(H/F)

Localisation : MONTREUIL

Statut : Fonctionnaire, CDI

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac + 3 ou Bac + 5 en informatique

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs. Le référent fonctionnel Surface est rattaché au secteur en charge de la construction du SI, qui a pour mission d'analyser les besoins et les demandes d'évolution des fonctionnalités informatiques en liaison avec les services « métier » liés à la gestion des aides directes de la PAC.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la DSDA, vous participerez à la construction et à l'évolution du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions seront regroupées autour des objectifs suivants :

Capacités rédactionnelles

- Rédiger les expressions de besoin technico-fonctionnelles
- Participer à la rédaction des expressions de besoins métier

Expertise

- Garantir que les évolutions souhaitées dans votre domaine répondent pleinement aux besoins fonctionnels et opérationnels des usagers (services instructeurs et exploitants agricoles)
- Valider le contenu des spécifications, les estimations de charge, les scénarios de tests et la bonne couverture des exigences.
- Réaliser des expertises de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs.
- Etre en capacité de décliner les parcours usagers voulus au sein de l'outil

Innovation

- Accompagner, mettre en œuvre et piloter des projets informatiques structurants et/ou innovants, notamment au travers de POC (proof of concept) associé à la conduite du passage à l'échelle
- Etre force de proposition dans le cadre des projets structurants et/ou innovants
- Co-concevoir et accompagner l'éventuel passage à l'échelle

Management et formation

- Contribuer à renforcer l'encadrement et la conduite de la maitrise d'œuvre des outils
- Participer aux comités technico-fonctionnels et dialoguer avec les maîtrises d'œuvre
- Former fonctionnellement l'équipe de recette
- Appuyer l'équipe de recette de la direction des opérations et réaliser vos missions en mode Agile

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous possédez des compétences avérées dans la construction de SI complexes :

- Expérience à la fois en tant que MOE et MOA
- Aptitude à piloter des maîtrises d'œuvre
- Capacité à s'investir dans les processus métiers et les processus techniques
- Une expérience en tant que chef de projet informatique serait appréciée
- Maîtrise des outils bureautiques

Vous avez une bonne connaissance de l'environnement dans lequel vous évoluerez :

- Connaissance des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences
- Connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait appréciée
- Appétence en Intelligence Artificielle

Vous possédez des aptitudes d'encadrement et d'animation et les qualités nécessaires à l'exercice de ce poste :

- Pratiques des méthodes agiles et de la méthode UML
- Aptitude à communiquer, à travailler en équipe
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité
- Efficacité, dynamisme et autonomie

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métiers de la DSDA, le prestataire informatique chargé de la maîtrise d'œuvre d'ISIS, les directions régionales de l'ASP et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur Des Opérations – philippe.mercier@asp-public.fr
- Christophe Jourdas, Directeurs Des Opérations adjoint – christophe.jourdas@asp-public.fr
- Bertrand De Rekeineire, Chef du Service Construction des Systèmes d'Information – Bertrand.DE-REKENEIRE@asp-public.fr
- Sandrine Dupuy, conseillère recrutement mobilité formation – mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Référent fonctionnel Valorisation - Paiement (H/F)

Localisation : MONTREUIL

Statut : Fonctionnaire, CDI

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac + 3 ou Bac + 5 en informatique

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs. Le référent fonctionnel Valorisation-paiement est rattaché au secteur en charge de la construction du SI, qui a pour mission d'analyser les besoins et les demandes d'évolution des fonctionnalités informatiques en liaison avec les services « métier » liés à la gestion des aides directes de la PAC.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la DSDA, vous participerez à la construction et à l'évolution du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions seront regroupées autour des objectifs suivants :

Capacités rédactionnelles

- Rédiger les expressions de besoin technico-fonctionnelles
- Participer à la rédaction des expressions de besoins métier

Expertise

- Garantir que les évolutions souhaitées dans votre domaine répondent pleinement aux besoins fonctionnels et opérationnels des usagers (services instructeurs et exploitants agricoles.)
- Valider le contenu des spécifications, les estimations de charge, les scénarios de tests et la bonne couverture des exigences.
- Réaliser des expertises de niveau 2 dans le cadre de l'assistance aux utilisateurs
- Etre en capacité de décliner les parcours usagers voulus au sein de l'outil

Innovation

- Accompagner, mettre en œuvre et piloter des projets informatiques structurants et/ou innovants, notamment au travers de POC (proof of concept) associé à la conduite du passage à l'échelle
- Etre force de proposition dans le cadre des projets structurants et/ou innovants.
- Co-concevoir et accompagner l'éventuel passage à l'échelle

Management et formation

- Contribuer à renforcer l'encadrement et la conduite de la maitrise d'œuvre des outils
- Participer aux comités technico-fonctionnels et dialoguer avec les maîtrises d'œuvre
- Former fonctionnellement l'équipe de recette
- Appuyer l'équipe de recette de la direction des opérations et réaliser vos missions en mode Agile

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous possédez des compétences avérées dans la construction de SI complexes :

- Expérience à la fois en tant que MOE et MOA
- Aptitude à piloter des maîtrises d'œuvre
- Capacité à s'investir dans les processus métiers et les processus techniques
- Expérience en tant que chef de projet informatique serait appréciée
- Maîtrise des outils bureautiques

Vous avez une bonne connaissance de l'environnement dans lequel vous évoluerez :

- Connaissance des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences
- Connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait appréciée
- Appétence en Intelligence Artificielle

Vous possédez des aptitudes d'encadrement et d'animation et les qualités nécessaires à l'exercice de ce poste :

- Pratiques des méthodes agiles et de la méthode UML
- Aptitude à communiquer, à travailler en équipe
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité
- Efficacité, dynamisme et autonomie

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métiers de la DSDA, le prestataire informatique chargé de la maîtrise d'œuvre d'ISIS, les directions régionales de l'ASP et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur Des Opérations – philippe.mercier@asp-public.fr
- Christophe Jourdas, Directeurs Des Opérations adjoint – christophe.jourdas@asp-public.fr
- Bertrand De Rekeineire, Chef du Service Construction des Systèmes d'Information – Bertrand.DE-REKENEIRE@asp-public.fr
- Sandrine Dupuy, conseillère recrutement mobilité formation – mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de projet AMOA SI (H/F)

Localisation : MONTREUIL

Statut : Fonctionnaire, CDI, CDD

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Bac +5

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs. Les chefs de projets sont rattachés à un pôle directement dirigé par le Directeur des Opérations.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la DSDA, vous participerez à la construction et à l'évolution du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions seront regroupées autour des piliers suivants :

Pilotage

- Piloter le prestataire de manière transversale en appui au DDO sur un ou plusieurs projets concernant les modules de l'usager, de la télédéclaration des demandes d'aides, de l'instruction, du contrôle (incluant des composants d'Intelligence Artificielle et de Machine Learning), de la valorisation, de la liquidation et du paiement
- S'assurer que les objectifs métiers sont bien pris en charge par le prestataire dans le respect du calendrier et de la charge fixés
- Challenger le prestataire sur les solutions techniques proposées
- Coordonner l'ensemble des projets et s'assurer du bon déroulement des différentes étapes (suivi de validation des EB produites par les services métiers, suivi des spécifications , des développements et de la qualification produits par le prestataire, préparation et support à la recette, suivi des anomalies), assurant ainsi l'interface avec les équipes MOE

Expertise

- Apporter un appui aux services métiers dans la rédaction des expressions de besoin (EB)
- Apporter un appui aux services métiers et au secteur recette dans la rédaction des scénarios de validation

Management et comitologie

- Effectuer cette mission dans le cadre d'une démarche 'Agile', fondée sur des cycles courts et des interactions et échanges très réguliers et tout au long du processus tant en interne (prescripteurs métier, ingénieurs recette, etc.) qu'avec la maîtrise d'œuvre
- Participer aux comités d'arbitrage avec les métiers

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous possédez des compétences avérées en dans les domaines suivants :

- Connaissance d'UML et des outils collaboratifs classiques
- Compétences en Big Data (Cloudera, Hive, Dataiku,…)
- Compétences en traitement d'image et Machine Learning
- Analyse fonctionnelle et expérience en développement web
- Connaissance en modélisation et planification
- Connaissances SQL, Java J2EE, SGBD Oracle, XML,…

Vous avez une bonne connaissance de l'environnement dans lequel vous évoluerez ainsi que d'encadrement au sein de ce domaine :

- Capacité à s'investir à la fois dans les processus métiers et les processus techniques
- Pilotage de projets informatiques. Connaissance en méthodologie de gestion de projet (cycle en V, Agile)
- Aptitude à communiquer, à travailler en équipe
- Aptitude à animer des experts
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité.
- Efficacité, dynamisme et autonomie.

Vous faites preuve des qualités suivantes, nécessaires au bon exercice de ce poste :

- Capacité de pilotage, de planification et d'organisation
- Rigueur
- Réactivité, engagement
- Efficacité, dynamisme et autonomie

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métiers de la DSDA, le prestataire informatique chargé de la maîtrise d'œuvre d'ISIS, les directions régionales de l'ASP et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, nous vous proposons de contacter (via le secrétariat de direction) :

- Véronique Lemaire-Curtinot, Directrice des Soutiens Directs Agricoles - veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Philippe Mercier, Directeur Des Opérations - philippe.mercier@asp-public.fr
- Christophe Jourdas, Directeurs Des Opérations adjoint- christophe.jourdas@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

PMO (H/F)

Localisation : MONTREUIL

Statut : Fonctionnaire, CDI, CDD

Cotation RIFSEEP :
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : Bac + 5

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs. Les PMO sont rattachés à un pôle directement dirigé par le Directeur des Opérations.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la Direction des Soutiens Directs Agricoles, vous participerez à la construction et à l'évolution du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions seront regroupées autour des principaux piliers suivants :

Pilotage de projet

- Consolider et challenger les plannings des lots du projet PAC23 fournis par le sous-traitant
- Mettre en place des outils de gestion de projet et des rapports de consolidation (charges, délais, finances…)
- Suivre la traçabilité des exigences depuis les expressions de besoin jusqu'aux tests de recette
- Analyser les risques des lots du projet et concernant la cohérence de l'ensemble du projet et analyse d'impacts

Expertise

- Suivre la qualité des livrables du sous-traitant en partant des spécifications jusqu'aux tests de qualification (pré-recette)
- Assurer le respect des normes de rédaction des expressions de besoins, des spécifications et des jeux de tests
- Suivre quotidiennement l'avancement des corrections d'anomalies

Management et encadrement

- Réaliser ses missions dans le cadre d'une démarche 'Agile', fondée sur des cycles courts et des interactions et échanges très réguliers
- Mettre en œuvre cette démarche tout au long du processus, tant en interne (prescripteurs métier, ingénieurs recette, etc.) qu'avec la maîtrise d'œuvre

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous possédez des compétences avérées en gestion de projet :

- Support projet ou gestion de projet/lot sur un projet de développement
- Structuration, mise en place et maintenance des plannings des lots et du projet global sous Microsoft Project
- Capacité de synthèse et d'alerte en ce qui concerne l'état d'avancement des jalons, des dépenses et du RAF
- Capacité de pilotage, de planification et d'organisation
- Maîtrise des outils de data management (JIRA, Confluence)
- Rédaction de rapport d'état de projet (allocation vs ETC, coûts vs budget, analyse de risques…)

Vous êtes à l'aise dans l'encadrement d'équipes :

- Aptitude à communiquer, à travailler en équipe
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité
- Contribution à l'engagement et au développement des équipes et au rayonnement des bonnes pratiques
- Pédagogie

Vous faites preuve des qualités suivantes, nécessaires au bon exercice de ce poste :

- Capacité de pilotage, de planification et d'organisation
- Rigueur et capacité à prendre de la hauteur
- Réactivité, engagement
- Efficacité, dynamisme et autonomie
- Capacités rédactionnelles

Vous avez le gout pour une cause nationale et environnementale

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métier, les maitrises d'œuvre, et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur des Opérations - Tél : 01 73 02 18 70 - philippe.mercier@asp-public.fr
- Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directeur de la DSDA – Tél : 01 73 02 18 18 - veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Sandrine DUPUY, DRH/SEEC Conseiller mobilité carrière - Tél : 05 55 12 00 33 – mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Ingénieur Recette Junior (H/F)

Localisation : MONTREUIL

Statut : Fonctionnaire, CDI, CDD

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac + 3 ou Bac + 5
Années d'expérience : < 1 an

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs, dont le secteur de la « Recette des SI », auquel sera directement rattaché l'ingénieur recette junior. Vous rejoindrez une équipe composée de 6 autres ingénieurs de recette, d'un chef de service et d'une adjointe, et vous travaillerez en étroite collaboration avec des prestataires externes.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la DSDA, vous participerez à la validation des services construits au sein du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions consisteront principalement à :

Piloter la recette et garantir la qualité des fonctionnalités :

- Planifier, organiser et définir l'ensemble des plans de test de la recette (non régression, fonctionnelle, robustesse,…)
- Préparer l'ensemble des jeux de données nécessaires
- Assurer la traçabilité et la reproductibilité de l'ensemble des tests à effectuer (gestion du référentiel de test)
- Dérouler et exécuter les scénarii de test
- Participer aux comités recette organisés chaque semaine
- Se prononcer en collaboration avec votre chef de secteur sur le déploiement ou non des modules informatiques aux utilisateurs finaux

Assurer la bonne conformité du logiciel aux besoins métiers et le respect du calendrier :

- Suivre les besoins dans un contexte marqué par un faisceau de contraintes très fortes en matière d'obligation de résultats et de respect des délais
- Assurer le déploiement hebdomadaire en moyenne d'une version majeure

Assurer la validation fonctionnelle :

- Assurer la validation fonctionnelle d'un ou plusieurs modules informatiques des systèmes informatiques Isis-TelePAC
- Intervenir dès les spécifications afin de définir conjointement avec les analystes les scénarios nécessaires pour la validation de l'implémentation des expressions de besoin

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous possédez une appétence pour l'homologation de logiciels :

- Maîtrise ou gout pour des méthodes d'homologation de logiciel informatique
- Volonté de progresser dans la maitrise des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences

Vous avez le goût pour une cause nationale et environnementale et une bonne connaissance de l'environnement au sein duquel vous évoluerez :

- Connaissance appréciée de la méthode UML
- Appétence en Big Data et Intelligence Artificielle
- La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus
- Volonté de s'investir dans les processus métiers

Vous possédez les qualités suivantes, essentielles à la réussite au sein de ce poste :

- Aptitude à communiquer et à travailler en équipe
- Esprit de synthèse et de rigueur
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité.
- Efficacité, dynamisme et autonomie.
- Goût pour une cause nationale et environnementale

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métier, les maitrises d'œuvre et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac
- Afin de faciliter votre montée en compétence sur le système d'information et vous approprier la nature des évolutions à homologuer, vous recevrez préalablement une formation de la part des référents fonctionnels AMOA de la direction des opérations, spécialistes par domaine des modules mobilisés au sein d'ISIS.

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur Des Opérations
- Christophe Jourdas, Directeurs Des Opérations adjoint
- Bruno Quayzin Feuvrier, Chef du Secteur Recette

Mail : recrutements-DSDA-montreuil@asp-public.fr
Tél : 01.73.02.19.18

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Ingénieur Recette Sénior (H/F)

Localisation : MONTREUIL

Statut : Fonctionnaire, CDI, CDD

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 1

Niveau d'études : Bac + 3 ou Bac + 5
Années d'expérience : 3 ans d'expérience

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

La DSDA assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac » de gestion des aides directes de la PAC.

Ce système est en tierce maintenance applicative auprès d'un prestataire informatique, mais son développement et son exploitation sont pilotés par la DSDA.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs, dont le secteur de la « Recette des SI », auquel sera directement rattaché l'ingénieur recette sénior. Vous rejoindrez une équipe composée de 6 autres ingénieurs de recette, d'un chef de service et d'une adjointe, et vous travaillerez en étroite collaboration avec des prestataires externes.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la DSDA, vous participerez à la validation des services construits au sein du Système d'Information « Isis-Telepac » de gestion des aides directes de la PAC. Vos missions consisteront principalement à :

Piloter la recette et garantir la qualité des fonctionnalités :

- Planifier, organiser et définir l'ensemble des plans de test de la recette (non régression, fonctionnelle, robustesse,…)
- Préparer l'ensemble des jeux de données nécessaires
- Assurer la traçabilité et la reproductibilité de l'ensemble des tests à effectuer (gestion du référentiel de test)
- Dérouler et exécuter les scénarii de test
- Participer aux comités recette organisés chaque semaine
- Se prononcer en collaboration avec votre chef de secteur sur le déploiement ou non des modules informatiques aux utilisateurs finaux

Assurer la bonne conformité du logiciel aux besoins métiers et le respect du calendrier :

- Suivre les besoins dans un contexte marqué par un faisceau de contraintes très fortes en matière d'obligation de résultats et de respect des délais
- Assurer le déploiement hebdomadaire en moyenne d'une version majeure

Assurer la validation fonctionnelle :

- Assurer la validation fonctionnelle d'un ou plusieurs modules informatiques des systèmes informatiques Isis-TelePAC
- Intervenir dès les spécifications afin de définir conjointement avec les analystes les scénarios nécessaires pour la validation de l'implémentation des expressions de besoin

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous avez de l'expertise en homologation de logiciels :

- Expérience probante de plusieurs années dans l'homologation de logiciels (éventuellement progiciels) informatiques
- Maîtrise avérée des méthodes d'homologation de logiciel informatique, des outils de gestion d'anomalies et d'évolutions et de gestion d'exigences

Vous avez le goût pour une cause nationale et environnementale et une bonne connaissance de l'environnement au sein duquel vous évoluerez :

- Connaissance appréciée de la méthode UML.
- Appétence en Big Data et Intelligence Artificielle
- La connaissance fonctionnelle de la gestion des aides de la PAC serait également un plus
- Volonté de s'investir dans les processus métiers

Vous possédez les qualités suivantes, essentielles à la réussite au sein de ce poste :

- Aptitude à communiquer et à travailler en équipe
- Esprit de synthèse et de rigueur
- Disponibilité, discrétion, implication et adaptabilité
- Efficacité, dynamisme et autonomie
- Goût pour une cause nationale et environnementale

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétence
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métier, les maitrises d'œuvre et les autres secteurs de la direction des opérations Isis-Telepac
- Afin de faciliter votre montée en compétence sur le système d'information et vous approprier la nature des évolutions à homologuer, vous recevrez préalablement une formation de la part des référents fonctionnels AMOA de la direction des opérations, spécialistes par domaine des modules mobilisés au sein d'ISIS.

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur Des Opérations
- Christophe Jourdas, Directeurs Des Opérations adjoint
- Bruno Quayzin Feuvrier, Chef du Secteur Recette

Mail : recrutements-DSDA-montreuil@asp-public.fr
Tél : 01,73.02.19.18

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de service adjoint (H/F)

Localisation : Direction régionale Nouvelle Aquitaine - site de Poitiers

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Vous encadrerez, coordonnerez et animerez les activités du service, en particulier l'équipe de Poitiers (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité) en vous appuyant sur 2 chefs de secteur, dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.

Vous contribuerez, en coordination étroite avec le chef de service et ses adjoints, au pilotage de la campagne de contrôles à l'échelle régionale (vous serez membre du CODIR CONTROLES), à fédérer les équipes des 3 sites Bordeaux, Limoges et Poitiers, en recherchant l'harmonisation des pratiques et la mutualisation des ressources ; à la construction d'un service unique efficient, mettant en valeur les compétences et renforçant la performance. Les attendus du poste peuvent être amenés à évoluer.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges (30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1er pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique…) et aux animaux. Le poste est placé sous l'autorité du chef de service.

MISSIONS

- Suivre et superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service, plus particulièrement sur le site de Poitiers
- Animer les équipes du service à Poitiers : définition des objectifs et des priorités, planning, animation des réunions, relevés de décision
- S'assurer du bon équilibre activité/effectifs et élaborer un prévisionnel en vue de maintenir cet équilibre
- Alimenter, suivre et analyser les tableaux de bord de l'activité et des résultats du service, rendre compte au chef de service et au CODIR contrôle
- Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants, accompagner le parcours professionnel des agents
- Réaliser les entretiens professionnels des agents
- Accompagner le changement, notamment les évolutions impactant l'activité et l'organisation des équipes inter-sites
- Veiller à la cohésion des équipes

- Participer à l'élaboration et à la conduite de projets du service
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la DR
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DSDA…) et externes (DDT, DRAAF, …) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc….)
- Participer au fonctionnement général de la DR et à la stratégie locale
- Participer à des groupes de travail externes et internes, animer des réunions

CHAMP RELATIONNEL

→ En interne : les agents et cadres des services contrôles, le CODIR élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.

→ En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DDETS-PP, DRAAF, DREAL…)

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

→ Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC, de la réglementation contrôles

→ Connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux

→ Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques

→ maîtrise des outils informatiques de gestion et planification

→ Une formation, un accompagnement à la prise de poste sont prévus

SAVOIR-FAIRE

→ Capacité d'organisation, d'analyse, de décision et de pilotage

→ Maîtrise des techniques de communication écrite et orale

→ Capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique. Capacité à rendre compte

→ Capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet, capacité à travailler en réseau

→ Maîtrise des techniques managériales, ouverture et dialogue avec les équipes

→ Pédagogie

→ Capacité à gérer une relation externe

→ Réactivité, disponibilité

→ Mobiliser, valoriser les compétences

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Nicolas LEBRAUD, conseiller recrutement mobilité formation de la DRH – mobilite@asp-public,fr - Tél. : 05.55.12.00.64
- M. Paul COJOCARU, Directeur adjoint – paul.cojocaru@asp-public,fr - Tél : 05 56 01 50 59
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaire Générales– veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de secteur (H/F)

Localisation : Direction régionale Nouvelle Aquitaine - site de Limoges

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Encadrer, animer et coordonner les activités d'une équipe de contrôleurs terrain et ou analystes images satellites (une quinzaine de titulaires et des contractuels selon la saisonnalité de l'activité), dans le cadre de la réforme de la PAC 2023.

Votre secteur géographique de référence concerne les départements 19, 23, 24 et 87 mais l'équipe peut être appelée à intervenir dans d'autres départements.

Les attendus du poste peuvent être amenés à évoluer dans le cadre de la constitution du service unique des contrôles, à l'issue de sa préfiguration, dans les prochains mois, avec une dimension plus régionale.

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges (30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1er pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique…) et aux animaux. Le poste est placé sous l'autorité du chef de service et de ses adjoints.

MISSIONS

- Définir avec chef de service et adjoints, en collaboration étroite avec l'autre chef de secteur, les objectifs, les plans de charge et l'organisation assignés à l'équipe
- Animer et former l'équipe de contrôleurs et/ou analystes images et profils de couverts végétaux
- Planifier et affecter le travail aux différents membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et compétences de chacun
- Participer aux entretiens professionnels
- Assurer le suivi et le pilotage de l'activité de contrôle et de supervision et rendre compte sur l'avancement de l'activité de contrôle terrain et d'expertise d'images et profils
- Participer au recrutement des CDD et nouveaux arrivants
- Apporter un appui ou intervenir sur les dossiers complexes ou sensibles

- Accompagner le changement, veiller à la cohésion des équipes
- Contribuer activement à l'harmonisation des pratiques entre les trois sites de la DR
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes (DSDA…) et externes (DDT, DRAAF, …) et corps d'audit (CCCOP, CCUE etc….)

CHAMP RELATIONNEL

→ En interne : travail en équipe étroite avec les agents et cadres des services contrôles, le CODIR élargi de la Direction Régionale (chefs de service/mission et adjoints, directeurs régional et adjoints). Les directions du siège de l'ASP.

→ En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels (DRAAF, DREAL…)

PROFIL RECHERCHÉ

SAVOIRS

→ Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC

→ Connaissance du monde agricole, de l'environnement professionnel et de ses enjeux

→ Connaissance de la règlementation contrôles (surfaces et 3STR)

→ Maîtrise des SIG appréciée

→ Maîtrise des outils bureautiques et informatiques

→ Connaissance des outils de gestion de la PAC

→ Une formation, un accompagnement à la prise de poste sont prévus

SAVOIR-FAIRE

→ Capacité d'organisation et d'analyse

→ Maîtrise des techniques de communication écrite et orale

→ Capacité à anticiper les difficultés et à alerter son supérieur hiérarchique. Capacité à rendre compte

→ Capacité à animer et fédérer une équipe autour d'un projet

→ Pédagogie

→ Capacité à gérer une relation externe

→ Réactivité, disponibilité

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Nicolas LEBRAUD, conseiller recrutement mobilité formation de la DRH – mobilite@asp-public,fr - Tél. : 05.55.12.00.64
- Mme Aurore CONSTANTIN, Cheffe adjointe Service Contrôle – aurore.constantin@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 41
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaire Générales– veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Architecte (Responsable Etudes SI) (H/F)

Localisation : MONTREUIL (93)

Statut : CDI

Cotation RIFSEEP :
Cotation Parcours Pro :

Niveau d'études : Bac + 5
Années d'expérience : senior

DESCRIPTION DU POSTE

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Au sein de l'ASP, vous rejoindrez la direction des soutiens directs agricoles (DSDA), qui pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC.

Vous intégrerez la direction des opérations (DDO) qui a la responsabilité opérationnelle de la conduite et du suivi des opérations dévolues au système d'information Isis-telepac. Elle doit s'assurer de la bonne marche des fonctionnalités du système d'information dans un calendrier et une qualité conforme aux besoins. L'objectif est de continuer à mettre en œuvre dans les délais impartis les évolutions du système d'information selon la feuille de route établie dans le cadre du programme Isis-telepac et du projet IA-monitoring de suivi des parcelles en temps réel (3STR)

La DDO est organisée en plusieurs services et secteurs.

Le responsable Etudes SI est rattaché au secteur Production et automates et son périmètre d'intervention concerne les processus d'architecture, d'hébergement, d'exploitation applicative, de supervision et d'audits.

MISSIONS ET OBJECTIFS

Au sein de la Direction des Soutiens Directs Agricoles, vous êtes responsable du pilotage des évolutions techniques des SI permettant de gérer les aides de la PAC et votre rôle s'exerce avec les objectifs suivants :

Pilotage

- Piloter le prestataire MOE sur les projets techniques des SI (telepac, ISIS, IA-monitoring et lac de données)
- Définir la feuille de route des évolutions techniques du SI et des travaux de remédiation les piloter (migration techniques, montées de versions, ...)
- Être le garant de la soutenabilité technique des SI au regard de la réforme de la PAC 2023 et de ses évolutions

Expertise

- Challenger les solutions techniques proposées (pertinences technique et financière)
- Assurer une veille technologique
- Apporter une assistance technique aux collaborateurs de la direction (piloter les audits techniques, contribuer à la politique de sécurité du SI, ...)

Comitologie

- Animer les comités techniques et opérationnels
- Participer aux comités d'innovation

Marché

- Définir la stratégie d'évolution du système notamment en vue de la prochaine programmation de la PAC
- Participer à l'élaboration des nouveaux marchés 2026 (accord cadre ISIS.2026 et ses marchés subséquents et marché 3STR.2026) à partir de 2024 (sourcing, rédaction des annexes techniques, dépouillement)

PROFIL RECHERCHÉ

COMPETENCES ET SAVOIR-FAIRE

Vous possédez des compétences avérées en pilotage et architecture IT :

- Pilotage de projets informatiques, et maitrise des méthodologies de gestion de projet (cycle en V, Agile)
- Maîtrise des architectures et des techniques de SI (réseaux, serveurs, bases de données, stockages, outils, cloud, sécurité, …)
- Pilotage de la mise en place et de l'activation du plan de reprise d'activité (PRA)
- Pilotage d'audits SI
- Maîtrise des méthodes, outils et normes de développement
- Aptitude à animer des experts
- Valider les orientations techniques au regard des préconisations de l'état et du schéma directeur de l'ASP

Vous avez connaissance de l'environnement dans lequel vous évoluerez :

- Connaissance du fonctionnement des entreprises de services du numérique (ESN)
- Connaissances des techniques d'intelligence artificielle
- Gestion des risques
- Capacité de négociation et d'optimisation des couts
- Capacité à animer des réunions

ATOUTS

LES ATOUTS DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

En rejoignant l'ASP, vous évoluerez dans un environnement stimulant :

- Vous serez intégré(e) à une équipe au sein de laquelle vous côtoierez des agents aux parcours divers et possédant une grande expertise, ce qui vous permettra ainsi de monter en compétences
- Vous évoluerez dans un environnement accueillant et collaboratif
- Vous serez au cœur des nouveautés des politiques publiques agricoles et vous participerez à leur implémentation
- Vous serez amené à travailler avec une pluralité d'acteurs : les services métiers de la DSDA, le prestataire MOE et les autres directions de l'ASP et le MASA

De plus, vous bénéficierez de conditions de travail adaptées à vos besoins :

- Une politique de télétravail souple : jusqu'à deux jours de télétravail par semaine au choix, et une adaptation possible selon les contraintes
- Un établissement situé en bordure du bois de Vincennes, à proximité des lignes de métro 1 (Saint Mandé), 9 (Robespierre) et du RER A (Château de Vincennes)
- Des bureaux calmes et spacieux, une cantine à disposition ouverte tous les jours et un vaste parking souterrain

CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter:

- Philippe Mercier, Directeur des Opérations - Tél : 01 73 02 18 70 - philippe.mercier@asp-public.fr
- Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directeur de la DSDA – Tél : 01 73 02 18 18 - veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr
- Sandrine DUPUY, DRH/SEEC Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 – mobilite@asp-public.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : RT-SG-SFJ-P-2023-14-RM02

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Assistant administratif foncier (F/H) au sein du service foncier et juridique à Rochefort (17)

Poste projet de catégorie B ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (renouvelable une fois)
- Aux agents contractuels de droit public en CDD de 3 ans, sous condition de diplôme et renouvelable une fois

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Le SFJ est actuellement composé ainsi : une cheffe de service, une chargée de mission juridique (contentieux divers), un chargé de mission juridique et foncier (opérations complexes dont les expropriations), deux assistantes administratives pour le traitement des actes et une assistante administrative en service partagé chargée du paiement des actes et de l'archivage.

Description des missions

Dans le cadre de l'activité foncière de l'établissement et afin de maintenir le rythme d'acquisition du COP 22-25 notamment, le Conservatoire du littoral doit répondre à l'accroissement du nombre d'actes et de tâches administrative qui en découle.

Le service foncier et juridique de la DAFSI engage ainsi une adaptation des procédures internes et le déploiement de nouveaux outils fonciers au service des délégations de rivages qui assurent le lancement de chaque opération foncière (500 finalisées/an). Sur la base d'un nouveau logiciel métier foncier (ECLAD), la DAFSI-SFJ peut mettre en œuvre cette adaptation des procédures et envisager une prise en charge de tâches administratives relevant des délégations jusqu'à présent.
Il s'agit d'une création de poste.

Description du poste à pourvoir
Afin de renforcer le SFJ pendant cette phase de transition, le Conservatoire du littoral recherche un agent de catégorie B qui aura pour mission :

De déployer le recours aux actes administratifs fonciers à l'échelle nationale :
- Appui à la préparation d'un marché national de rédaction d'actes administratifs et suivi de la prestation en lien avec les délégations de rivages et le(s) prestataire(s) (suivi flux de documents, contrôle qualité, reporting, signatures)
- Élaboration et mise à disposition de modèles et de fiches de procédures
- Préparation d'actes administratifs et instruction, en accompagnement des délégations et dans le cadre des expropriations
- Suivi des procédures d'engagement financier, d'enregistrement à la publicité foncière, de mise en paiement et d'archivage

D'accompagner la réorganisation des processus fonciers internes
- Traitement du paiement des frais notariés dans le cadre du transfert au sein du SFJ (actuellement géré par délégation)
- Suivi de l'archivage foncier (papier et numérique) et mise à disposition dans la ressource commune
- Classement et organisation des dossiers numériques
- Fiabilisation de la base de données patrimoniales
- Assistance aux délégations

De contribuer à l'instruction des actes fonciers notariés en lien avec les autres membres du service foncier :
- Appui à l'analyse et au suivi des actes de dévolution foncière
- Traitement des dossiers de mise en paiement des actes et des frais notariés

Ces missions s'inscrivent dans l'organisation et le fonctionnement actuel du service en lien avec les délégations. Elles sont susceptibles de faire l'objet d'un ajustement dans le cadre des évolutions de l'organisation du service (déploiement d'un nouveau logiciel métier, simplification des procédures, etc.)

Profil et compétences requises
Formation initiale souhaitée dans le secteur du notariat

Savoir-être :
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode

Savoir-faire :
- Connaissances développées en matière foncière : outils juridiques, rôle et fonctionnement des structures et offices spécialisés
- Maîtrise des outils bureautiques
- Notions de suivi de marchés publics

Relations hiérarchiques et fonctionnelles
L'agent est placé sous l'autorité de la cheffe du SFJ de la DAFSI. En interne, il est en relation fonctionnelle avec les agents des délégations et les services nationaux de l'établissement. En externe, il sera en relation avec l'entreprise prestataire chargée des actes administratifs et plus ponctuellement en relation avec les notaires.

Caractéristiques du poste
Poste projet de catégorie B ouvert :
- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (renouvelable une fois)
- Aux agents contractuels de droit public en CDD de 3 ans, sous condition de diplôme et renouvelable une fois

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Télétravail possible dans le cadre du règlement en vigueur (après 3 mois de prise de poste).

Lieu d'affectation et date de prise de fonction
Le poste est localisé à Rochefort (Charente Maritime). Il est à pourvoir dès que possible.

Renseignements et dépôt des candidatures
Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 6 avril 2023** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***
Raphaëlle LUCOT, responsable du service foncier et juridique
r.lucot@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : RT-DGPAT-P-2023-15-RM06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Un responsable de mission « appui à l'ingénierie de projet » (F/H) au sein de la Direction de la Gestion Patrimoniale à Rochefort (17)

Poste projet de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

<u>Description des missions de la DGPat</u>

La DGPat est chargée, en relation avec les délégations de rivages, du pilotage des dispositifs de gestion des sites du Conservatoire. Elle s'assure que les sites répondent aux exigences fixées par la loi : maintien des équilibres écologiques, qualité paysagère et valorisation du patrimoine naturel et culturel, accessibilité et information du public. Elle est le garant de la qualité des relations conventionnelles avec les gestionnaires et les usagers.

Outre son directeur, la DGPat est composée de sept agents : six interviennent sur différentes thématiques et un est chargé de l'assistance administrative, financière et documentaire. Par ailleurs, des équipes projet peuvent venir compléter cet effectif. Un poste supplémentaire est créé en 2023, qui fait l'objet du présent recrutement.

Les thématiques actuellement couvertes par la DGPat sont les suivantes :

- Patrimoine naturel et biodiversité
- Patrimoine bâti et culturel
- Paysage
- Dispositifs de gestion et d'évaluation des sites
- Accueil du public
- Usages et occupations
- Animation du réseau de garderie

- Interface terre-mer
- Secrétariat du conseil scientifique

La DGPat intervient également dans la préparation et le suivi des dialogues de gestion entre la direction et les délégations de rivages.

Description du poste à pourvoir

Une part importante de l'activité des 10 délégations de rivages consiste à exercer la maîtrise d'ouvrage du Conservatoire en matière de travaux sur les sites : ces travaux concernent la restauration des écosystèmes et des paysages, la réhabilitation et la valorisation du patrimoine bâti, la désartificialisation et la renaturation des espaces. Environ 250 marchés formalisés et 900 opérations courantes sont ainsi engagés chaque année.

Une mission d'appui à l'ingénierie de projet est créée au sein de la DGPat pour accompagner et soutenir l'activité des délégations dans ce domaine, en lien avec le service de la commande publique au sein du secrétariat général et le service foncier et juridique au sein de la direction de l'action foncière. Des missions complémentaires viennent compléter le poste.

Les principales missions réalisées sont les suivantes :

Assurer le pilotage de la mission nationale relative à l'appui à l'ingénierie de projet (environ 2/3 de temps plein)

- Mise en œuvre du « processus projets » qui organise les différentes étapes de la maîtrise d'ouvrage des travaux réalisés sur les sites par les délégations de rivages, depuis les phases de conception jusqu'à l'exécution.
  - Organisation et suivi des étapes du processus
  - Assistance aux délégations dans les choix techniques et juridiques
  - Appui juridique et suivi des démarches en termes d'autorisations administratives
- Appui aux délégations pour la rédaction des CCTP, à travers notamment l'animation de thématiques telles que :
  - Déconstruction
  - Gestion des déchets
  - Sobriété et performance énergétique…
- Participation aux opérations de programmation et de suivi nationaux
  - Dialogues de gestion et plan pluri-annuel des investissements
  - Recherche, appui aux délégations pour le montage de dossier, et rapportage de programmes nationaux de financement
  - Contribution au suivi de la thématique des assurances pour les bâtiments propriété du Conservatoire.

Missions complémentaires (1/3 temps restant)

- Coordination et organisation matérielle des formations internes techniques assurées par la DGPat autour de la mission de propriétaire et des dispositifs de gestion
- Suivi de la thématique « redevances d'occupation et d'usages sur les sites du Conservatoire » : pilotage des barèmes en vigueur au sein de l'établissement, animation du groupe de travail interne et suivi des traductions dans les conventions.

Profil et compétences requises

- Expérience en organisation et exercice de la maîtrise d'ouvrage de travaux : maîtrise des aspects organisationnels, juridique et budgétaires, capacité à intégrer les dimensions techniques
- Rigueur, organisation, autonomie
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Très bon relationnel (rôle d'animateur et de facilitateur, en lien avec toutes les délégations de rivages)
- Disponibilité horaire et mobilité géographique pour assurer les déplacements liés aux fonctions (permis B impératif)

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de la DGPAT. Pour la mission relative à l'appui à l'ingénierie de projet, il est placé sous l'autorité fonctionnelle de l'adjointe au directeur technique, en charge du patrimoine bâti et culturel. Il est en relation fonctionnelle avec les autres agents de la direction de la gestion patrimoniale, avec le service budgétaire et de la commande publique au sein du secrétariat général et du service foncier et juridique au sein de la direction de l'action foncière, ainsi qu'avec l'ensemble des délégations de rivages.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert à des agents de catégorie A, accessible :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Télétravail possible dans le cadre du règlement en vigueur (après 3 mois de prise de poste).

Lieu d'affectation et date de prise de fonction
Le poste est localisé à Rochefort (Charente Maritime). Des déplacements ponctuels à Paris ou en délégation sont à prévoir.
Il est à pourvoir dès que possible.

Renseignements et dépôt des candidatures
Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires – merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier pdf) sont à adresser **au plus tard le 15 avril 2023** sur le site internet du Conservatoire :
www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi.

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à ces adresses)***
Patrick BAZIN, directeur de la gestion patrimoniale, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : p.bazin@conservatoire-du-littoral.fr

Amandine DECARLI, adjointe au directeur technique, Tel 05 46 84 72 50
Courriel : a.decarli@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : OMG-P-2023-07 RM06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Chargé(e) de mission « projets stratégiques » (F/H) au sein de la délégation Outre-mer auprès de l'antenne de GUYANE à Cayenne

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

La délégation Outre-mer, basée à Paris, coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre-mer. Elle met en œuvre, sous l'autorité de la directrice du Conservatoire, la politique de préservation des rivages de l'outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement.

L'antenne de Guyane, basée à Cayenne, emploie, outre le(la) présente(e) chargé(e) de mission qui correspond à une création de poste, une responsable d'antenne, un chargé de mission aménagement et gestion et une assistante administrative. Le recrutement de deux volontaires de service civique est prévu en 2023 pour renforcer l'appui aux gestionnaires des sites du Conservatoire et faciliter le lancement du projet de la Crique Fouillée. L'antenne de Guyane fonctionne en collaboration régulière avec les antennes des Antilles au sein d'une équipe régionale « Rivages français d'Amérique ».

Contexte

En Guyane, le Conservatoire du littoral a très fortement étendu son action au cour des 15 dernières années et est devenu un acteur majeur de la protection et de la valorisation des espaces naturels sur la bande littorale de ce vaste territoire. Il protège aujourd'hui 20 sites, soit environ 50 000 ha d'espaces naturels. Ces sites présentent une très grande diversité de superficies (de 1 à 20 000 ha) et d'enjeux (allant de sites urbains ou périurbains très fréquentés à des espaces naturels encore très préservés et très peu accessibles).

La gestion des sites du Conservatoire est confiée aux communes ou EPCI (Cayenne, Sinnamary/CCDS, Montsinéry-Tonnégrande, Macouria), au Parc naturel régional de Guyane et à des associations ou établissements publics (Trésor, Kwata, Sepanguy, GEPOG, Agamis, APPAAG).

Les aménagements réalisés par le Conservatoire visent à la conservation, la restauration et le partage du patrimoine naturel (mangroves, savanes, marais, avifaune…) et culturel (vestiges amérindiens, anciennes habitations, vestiges de bagnes…). Ils sont réalisés sur un territoire où la population est de plus en plus urbaine et fortement concentrée sur la bande littorale. Ils sont conçus dans le respect du caractère de chaque site, en lien avec les capacités de gestion et d'entretien et dans un souci de réversibilité.

Conformément à sa stratégie d'intervention à l'horizon 2050, le Conservatoire prévoit de continuer à renforcer son action en Guyane par l'acquisition ou l'affectation de nouveaux sites et leur mise en gestion opérationnelle.

Description du poste :
Le chargé de mission aura en charge de faire émerger et animer des projets répondant aux enjeux stratégiques pour l'établissement identifiés au travers de sa stratégie d'intervention à long terme. Ces projets se caractérisent par leur dimension multipartenariale et portent sur des périmètres ne se limitant pas aux propriétés du Conservatoire. Ils interviennent généralement en amont ou en parallèle de l'action foncière de l'établissement.
Il s'agit d'une création de poste.

Description des missions
Sous l'autorité de la responsable de l'antenne de Guyane, le chargé de mission est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

1. Mettre en place et animer le processus de concertation pour la définition de projets de protection et valorisation des espaces au sein de périmètres à enjeux définis par le Conservatoire (Crique Fouillée, marais de Tigamy, mangroves du Larivot/Cayenne …)
    - Préparer la mise en place des comités de pilotage des projets et des comités techniques ;
    - Organiser les réunions avec les partenaires (collectivités locales, services de l'Etat…), les usagers (agriculteurs, chasseurs, pêcheurs, utilisateurs…), les associations de protection de l'environnement, les porteurs de projets éventuels ;
    - Piloter la réalisation des études préalables (diagnostic de territoire, cartographie des acteurs, diagnostic écologique ou agricole…) : rédaction des cahiers des charges, suivi des prestataires.
2. Participer à la définition d'une stratégie de protection et valorisation des espaces au sein de périmètres à enjeux définis par les partenaires du Conservatoire (ex : opérations d'intérêt national, projets portés par les intercommunalités…)
    - Participer aux comités de pilotage mis en place par les partenaires pour définir le périmètre d'actions du Conservatoire (foncier et aménagement)
3. Assurer le pilotage de l'élaboration des plans de gestion et la mise en place des schémas d'intention paysagère : élaboration des cahiers des charges, suivi des prestataires, animation de la démarche.
4. Contribuer à la programmation des travaux en lien avec le chargé de mission aménagement gestion.

Profil et compétences requises
- Formation Bac+5 dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement, du paysage, du patrimoine ou du développement territorial
- Sensibilité pour la protection des milieux naturels
- Capacité au dialogue, à la négociation
- Sens du travail en équipe et en partenariat
- Aptitude au travail de terrain en milieu naturel
- Connaissance du contexte guyanais souhaitée
- Forte autonomie

Caractéristiques du poste
Poste de catégorie A ouvert :
- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction
Le poste est localisé **à Cayenne** résidence administrative de l'antenne de Guyane.
Il est à pourvoir dès que possible**.**

Renseignements et dépôts des candidatures
Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires - merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier PDF) sont à faire parvenir au plus tard **le 9 avril 2023** :
En ligne : http://www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste *(pas de dépôt de candidature à ces adresses)*
Catherine CORLET, responsable de l'antenne de Guyane
Tel : 0694 22 79 10 courriel : c.corlet@conservatoire-du-littoral.fr

Alain BRONDEAU, délégué Outre-mer
Tel. 01 44 63 56 72 courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : OMM-P-2023-08 RM06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un (e):

Chargé(e) de mission Mangroves (F/H) au sein de la délégation Outre-mer auprès de l'antenne MAYOTTE à Coconi

Poste de catégorie A ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

La délégation Outre-mer, basée à Paris, coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre-mer. Elle met en œuvre, sous l'autorité de la directrice du Conservatoire, la politique de préservation des rivages de l'outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement.

L'antenne de Mayotte, basée à Coconi, emploie, outre le(la) présente(e) chargé(e) de mission, un responsable d'antenne, un technicien aménagement et gestion, une volontaire de service civique qui intervient sur le sentier littoral et un apprenti qui intervient sur les usages agricoles. L'antenne de Mayotte fonctionne en étroite collaboration avec l'antenne de La Réunion au sein d'une équipe régionale Océan Indien.

Contexte

A Mayotte, le Conservatoire du littoral protège 21 sites, soit environ 2 763 ha d'espaces naturels dont 1 500 ha de zones humides littorales et de mangroves, des massifs de forêts sèches à forts enjeux écologiques, les principaux sites de pontes de tortues marines et la quasi-totalité des îlots de Mayotte. Grâce à l'affectation des espaces naturels de la zone des pas géométriques, le Conservatoire protège près de 40% du linéaire côtier de Mayotte (hors îlots). Les sites littoraux du Conservatoire regorgent également de vestiges archéologiques, historiques ou culturels témoignant de l'occupation humaine du littoral.

Les mangroves de Mayotte occupent 26% du linéaire côtier de Mayotte. Elles sont réparties le long des estuaires et des baies du nord au sud, à l'exception du nord-ouest de l'île. Ces formations végétales sont implantées sur des pentes faibles et 7 espèces de palétuviers y sont recensées.

La quasi-totalité des mangroves (630 ha) ont été affectées ou attribuées au Conservatoire du Littoral en janvier 2016. Le reste du foncier occupé par des mangroves est situé sur le Domaine Public Maritime (DPM) appartenant à l'Etat, ou appartient à des propriétaires privés (mangrove de Kawéni).

Les mangroves participent significativement à l'équilibre des systèmes biologiques et sédimentaires du littoral et du lagon. Elles constituent à ce titre un patrimoine naturel remarquable à forte valeur écologique et économique. Elles sont menacées à la fois par des pressions naturelles et des pressions anthropiques liées au fort développement urbain, conséquence de l'explosion démographique locale.

L'action du Conservatoire répond à des enjeux multiples de maintien de coupures d'urbanisation et d'anticipation des effets du changement climatique sur un territoire en développement démographie et urbain très rapide, de conservation d'une biodiversité exceptionnelle, d'évolution vers des pratiques agricoles plus durables, de développement de l'accès au littoral et de valorisation écotouristique ou encore de préservation et de valorisation du patrimoine culturel présent sur les espaces naturels.

La gestion des sites du Conservatoire s'appuie sur un grand nombre d'acteurs répartis sur tout le territoire : Département de Mayotte, Communauté de communes de Petite-Terre, communauté de communes du Sud, commune de M'Tsamboro et association ADINM, Fédération Mahoraise des Associations environnementales. Cette gestion est encore en structuration, les gestionnaires ne disposant pas tous de l'expertise et des moyens pour exercer l'ensemble des missions de gestion. Ces gestionnaires peuvent également prendre en charge certains travaux dans le cadre de transferts de maîtrise d'ouvrage. Des partenariats sont également mis en place avec d'autres associations. Des conventions d'occupation agricoles ont été passées avec des agriculteurs sur certains sites.

Une instance de gouvernance dédiée à la gestion des mangroves est en cours d'installation à l'initiative du Conservatoire (« comité mangroves »).

Enfin, un plan de reconquête est en cours d'élaboration pour traiter les occupations illégales du domaine public du Conservatoire à Mayotte.

Description du poste :
Le chargé de mission aura en charge de mettre en place progressivement un dispositif de gestion opérationnel pour les mangroves de Mayotte et de coordonner les travaux et aménagements qui y sont réalisés, en lien avec les programmes et partenariats existants. Il s'agit d'une création de poste.

Description des missions
Sous l'autorité du responsable de l'antenne de Mayotte, le chargé de mission est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

Animation et suivi de la gestion des sites :
- Animation, suivi et coordination du comité de gestion des mangroves de Mayotte et participation à la mise en réseau des partenaires et acteurs
- Pilotage de l'élaboration des documents de gestion (plans de gestion, plans de gestion simplifiés…) sur des périmètres cohérents : élaboration des cahiers des charges des études préalables et plans de gestion, suivi des prestataires, diffusion…
- Soutien aux gestionnaires par des appuis méthodologiques et logistiques : organisation de formations ou compagnonnages, aide à la réponse à des appels à projets, suivi de travaux de gestion…
- Diffusion et suivi des outils de gestion auprès des gestionnaires (application Visiolittoral, application ROM – Réseau d'observation des mangroves, application IGN-espace collaboratif, réseau social interne des agents du littoral…)
- Préparation des conventions d'occupation temporaire (COT),
- Suivi et coordination du plan de reconquête sur les mangroves : actions préalables (signalements, constats…), participation à des actions de police en lien avec les gestionnaires et le technicien aménagement et gestion, suivi des procédures contentieuses et de l'exécution des décisions de justice.

Programmation et mise en œuvre des travaux d'aménagement des sites :
En lien avec le technicien aménagement et gestion :
- Etat des lieux, définition des besoins et conception de projets en lien avec les gestionnaires
- Elaboration des programmes de travaux et d'aménagements pour l'accueil du public et la préservation du patrimoine naturel ou culturel ou nécessaires à la mise en œuvre du plan de reconquête
- Préparation des pièces techniques des marchés, demandes de subventions et dossiers réglementaires
- Recherche et consultation de prestataires
- Mise en œuvre et suivi opérationnel des travaux, en relation avec les entreprises ou maîtres d'œuvre

- Mise en œuvre et suivi des travaux nécessaires à la mise en œuvre du plan de reconquête sur les mangroves (gestion des accès, mise en défens, délimitation…).

Projet de territoire d'adaptation du littoral au changement climatique sur le Baie de Boueni

- Faire émerger puis piloter l'animation d'un projet de territoire d'adaptation au changement climatique sur la Baie de Boueni basé sur la gestion souple du trait de côte et le rôle de protection de la mangrove.

Profil et compétences requises

- Formation Bac+5 dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement, du paysage ou du patrimoine
- Sensibilité pour la protection des milieux naturels
- Aptitude au travail de terrain en milieu naturel
- Capacité au dialogue et à la négociation
- Sens du travail en équipe et en réseau
- Connaissance du contexte mahorais souhaitée
- Une assermentation « police de l'environnement » serait appréciée
- Forte autonomie

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ouvert:

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat de 3 ans (puis possibilité de détachement sur corps ou position normale d'activité à partir de 2024)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697) ou ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme), en CDI.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est localisé **à Coconi (commune de Ouangani)**, résidence administrative de l'antenne de Mayotte.
Il est à pourvoir dès que possible**.**

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires - merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier PDF) sont à faire parvenir au plus tard **le 9 avril 2023** :
En ligne : http://www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste *(pas de dépôt de candidature à ces adresses)*

Christian BEILLEVAIRE, responsable de l'antenne de Mayotte
Tel : 02 69 62 31 06 courriel : c.beillevaire@conservatoire-du-littoral.fr

Alain BRONDEAU, délégué Outre-mer
Tel. 01 44 63 56 72 courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire visa dépenses fonctionnement

Agence comptable / Service Finances
Unité Dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'établissement

N° appel à candidature : 23546	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou corps des techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière budgétaire et comptable	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public) Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio).

Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :

- mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.
Une soixantaine d'agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 900M€/an).

Le service Finances est chargé du contrôle relatif aux dépenses de fonctionnement et de personnel ainsi que des opérations de trésorerie des établissements. Pour les opérations dont il a la charge, il procède à l'enregistrement en comptabilité générale et aux contrôles de premier niveau de ces écritures. Il est composé de deux unités.

L'unité Dépenses de fonctionnement et d'investissement des établissements est chargée de la vérification de la qualité comptable et financière des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement transmises par les services gestionnaires. Pour les demandes de paiement et les titres de recette, elle réalise les contrôles relevant du comptable public. Le service facturier est placé au sein de cette unité.

L'unité est composée d'une cheffe d'unité et de 8 collaborateurs.

Objectifs du poste

Contribuer à la qualité comptable et financière des dépenses de gestion (hors paye) de l'établissement.

Missions et activités principales :

Pour les dépenses de gestion payées en mode « service facturier » : (FranceAgriMer)

- **enregistrement** au fil de l'eau, dans SIREPA, des factures reçues des fournisseurs (après contrôle formel des factures) ;
- **liquidation** dans SIREPA des dépenses facturées (après rapprochement « à 3 éléments » : engagement / certificat de service fait délivré par l'ordonnateur / facture).

Pour toutes les dépenses de gestion (hors paye) des établissements du groupement

- **visa,** c'est à dire contrôles de « payeur » (vérification des calculs de liquidation au regard des pièces justificatives, vérification de la correcte imputation budgétaire et comptable de la dépense) et de « caissier » (vérification du caractère libératoire du règlement)
- **prise en charge comptable** valant « Vu bon à payer » délivré à l'Unité Trésorerie pour règlement
- **archivage** des pièces de dépenses

Relations fonctionnelles du poste :

Relation avec les services gestionnaires des 'établissements et les services de l'agence comptable

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Règlementation applicable aux dépenses d'un établissement public
- Nomenclature comptable et budgétaire des dépenses de gestion
- Principes de contrôle interne applicables au processus de la dépense

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise du logiciel SIREPA (enregistrement des factures, liquidation, prise en charge, enregistrement d'une opposition)
- Maitrise du logiciel AGE
- Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, Outlook)
- (Une formation spécifique sera assurée

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidatures de contractuels

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☒

Personnes à contacter

Thierry BALIAS, chef de service,
thierry.balias@franceagrimer.fr - Tel : 01-73-30-27-25

Suzanne SINGUI-MBONDY, cheffe de l'unité
suzanne.singui@franceagrimer.fr - Tél : 01 73 30-29-29

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de l'unité promotion

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Promotion

N° appel à candidature : 23547	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 2	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Dans le secteur de la viticulture et pour d'autres filières, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides de la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre l'unité Promotion, composée de 25 à 30 personnes organisées en pôles, gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE. Des crédits européens et nationaux sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, …) dans leurs actions de promotion.
Les agents de l'unité travaillent en équipe au sein de 4 pôles sous la responsabilité d'un cadre.

Objectifs du poste

- Gérer les dispositifs de promotion conformément aux dispositions réglementaires
- Organiser et coordonner l'action des agents de l'unité pour la mise en œuvre opérationnelle de ces dispositifs
- Utiliser le contrôle interne et les indicateurs mis en place pour améliorer la gestion des dispositifs de promotion

Missions et activités principales :

- Anticiper et préparer, en liaison avec les responsables de pôle de l'unité, la gestion des mesures de promotion
- Coordonner et organiser la mise en œuvre de ces mesures avec les autres services de l'établissement
- Organiser et suivre le déroulement des opérations administratives, l'instruction et la supervision des montants à payer
- Garantir le respect des procédures et des obligations réglementaires
- Répondre aux missions de contrôles internes et externes, aux demandes du MASA ou de l'UE
- Rendre compte de la mise en œuvre des différentes mesures et adapter les dispositifs pour les rendre plus efficients.

Relations fonctionnelles du poste :

- Services internes de FranceAgriMer (agence comptable / service des contrôles / services territoriaux / délégué filière …
- Services du MASA
- Bénéficiaires des aides à la promotion / organisations interprofessionnelles
- Corps d'audit interne ou externe

Compétences requises pour le poste :

Connaitre

- l'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité,
- la réglementation relative aux dispositifs communautaires gérés,
- les règles horizontales ou lignes directrices communautaires s'appliquant aux dispositifs gérés,
- l'organisation interne de l'établissement

Maîtriser

- les procédures internes de gestion,
- les techniques de management et les appliquer à l'équipe en place,
- la conception et la mise en œuvre de procédures,
- les techniques d'expression écrite et orale
- faire preuve d'initiative
- avoir le sens de l'organisation

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé en cas de candidature contractuelle.

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Poste clé[1] :	Oui
Poste à caractère sensible[2] :	Oui
Poste à privilèges[3] :	Non

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e d'études et d'analyses financières

Direction des Interventions
Service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières
Unité Entreprises et Filières

N° appel à candidature : 23548	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : **Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	**Localisation : MONTREUIL** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère chargé de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) de la politique agricole commune (PAC).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

FranceAgriMer compte environ 1.000 agents, dont 1/3 basé dans les services territoriaux, rattachés aux directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF).

La direction des interventions de l'établissement assure la mise en place, le paiement et le contrôle des aides publiques, tant nationales qu'européennes, aux filières agricoles végétales et animales ainsi qu'à la pêche et à l'aquaculture. Ces aides peuvent être récurrentes ou ponctuelles, en cas de crise notamment.
Au sein de la direction, le service « soutien, investissement et innovation dans les filières » (SIIF) est composé de trois unités et regroupe environ 45 agents permanents.

L'unité « entreprises et filières », composée d'une dizaine de personnes, contribue à la définition de dispositifs d'aide nationaux et les met en œuvre. Ces aides ont pour objectif de soutenir les entreprises de l'aval des différentes filières agricoles et agroalimentaires et concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation. Un dispositif structurel visant à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales est également géré dans l'unité.

Objectifs du poste :

La.le titulaire du poste contribue au pilotage et à la mise en œuvre du dispositif d'« aval des céréales », dispositif historique pour l'organisation du marché français des céréales, par lequel FranceAgriMer accorde une garantie aux collecteurs de céréales vis-à-vis des établissements bancaires en vue de financer l'achat de céréales avec un paiement comptant aux producteurs. Elle.Il en assure, en binôme avec la responsable de pôle, la coordination nationale, en lien avec les services territoriaux de l'établissement, les organismes collecteurs et les établissements bancaires et constitue une source d'expertise sur les filières céréales et ses opérateurs. La.le titulaire peut également apporter un appui à l'instruction des dossiers reçus dans le cadre des appels à projets gérés par l'unité, en particulier sur les aspects financiers.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe de l'unité et de la responsable de pôle aval, et en collaboration avec les autres membres de l'équipe, la-le titulaire du poste assure les missions suivantes :

- En binôme avec la responsable de pôle, coordonner entre le siège et les régions le dispositif aval des céréales, dans le respect des orientations définies nationalement : élaboration et diffusion des procédures et outils de gestion, animation, orientation et supervision du réseau régional, supervision des diagnostics financiers des collecteurs, pilotage des commissions administratives avec les tutelles technique et financière, relations avec les banques ;
- Evaluer le risque financier pour FranceAgriMer au moment de la décision d'octroi de la garantie et suivre la situation des organismes avalisés tout au long de la campagne (y compris le suivi des contrôles);
- Gérer la finalisation de la dématérialisation du dispositif aval des céréales, en lien avec le service informatique, les services territoriaux de l'établissement, les collecteurs et les banques
- Contribuer à la mise en place et au suivi des évolutions informatiques de l'application dédiée ;
- Contribuer aux réponses apportées aux missions de contrôles internes et externes ;
- Assurer le reporting relatif au dispositif (suivi des indicateurs de gestion) ;
- Selon l'activité globale de l'unité, se tenir informé.e et éventuellement contribuer au suivi des autres mesures gérées au sein de l'unité (instruction des dossiers de demande d'aide, auditions avec les porteurs de projets, conventionnement, engagement, paiement).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Relations fonctionnelles du poste :

- À l'extérieur : Ministère chargé de l'agriculture, notamment les services de la DGPE, services déconcentrés (DRAAF), organismes collecteurs/stockeurs, établissements bancaires, corps de contrôle externes ;
- En interne : Tous les services et personnels de FranceAgriMer, et principalement le délégué filière « grandes cultures », la direction « marchés, études et prospective » notamment l'unité « grains et sucre », le service informatique, le service « contrôle et normalisation » de la Direction des Interventions

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires
- Connaissance des environnements économique, professionnel et institutionnel propres au domaine d'activité
- Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat)
- Compétences en analyse financière

Savoir-faire / Maîtrise

- Travail en équipe, sens du contact
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Rigueur, méthode et organisation, respect des délais
- Conduite de projet, y compris informatique
- Maîtrise des outils bureautiques et des applicatifs métiers

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence validée en cas de candidatures de contractuels

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui Non ⊗
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ⊗
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ⊗

Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service Soutien, Investissement et Innovation dans les Filières
☎ : 01 73 30 21 71 ✉ : charlotte.voisine@franceagrimer.fr

Florence POINSSOT, cheffe de l'unité Entreprises et Filières
☎ : 01 73 30 25 68 ✉ : florence.poinssot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) du pôle Agréments et assistance au sein de l'unité Appui aux exportateurs (UAEXP)

Mission des Affaires Européennes et Internationales

N° appel à candidature : 23549	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 4 – Action européennes et internationale	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutien techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

Le poste est rattaché au chef de l'unité appui aux exportateurs (AEXP), au sein de la Mission des affaires européennes et internationales (MAEI).

L'Unité est chargée de gérer l'appui aux exportateurs, en lien avec les directions générales compétentes sur les sujets d'accès au marché et plus particulièrement avec la DGAL. Elle a pour mission de faciliter l'accès aux marchés internationaux représentant des enjeux prioritaires pour les filières exportatrices du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Elle assure l'interface entre les filières exportatrices, les directions du ministère en charge de l'agriculture (DGAL & DGPE), la direction générale du trésor (DG Trésor) et le ministère en charge des affaires étrangères.
L'Unité participe à la définition des priorités d'actions de la Commission agricole et agro-alimentaire internationale animée de FranceAgriMer, qui s'inscrivent en déclinaison de la stratégie Europe et internationale du ministère en charge de l'agriculture.

L'Unité procède à une veille des réglementations SPS internationales, apportant son concours pour informer et former les exportateurs sur les conditions d'accès aux marchés des pays tiers depuis l'agrément des établissements jusqu'à la délivrance des certificats SPS en s'appuyant notamment sur la base de données Expadon 2, plateforme dématérialisée de gestion des obligations sanitaires et phytosanitaires (SPS) à l'exportation que FranceAgriMer et la DGAL développent.

Au sein de l'unité, le/la chef de pôle a la charge d'assurer le pilotage et la bonne marche des activités d'agrément à l'exportation des entreprises via l'application Expadon 2 ainsi que l'assistance aux utilisateurs de cette plateforme.
Ce responsable de pôle encadre deux gestionnaires (catégorie B) et un chargé de mission (catégorie A) ayant spécifiquement en charge une assistance à la Maîtrise d'Ouvrage du projet Expadon 2, l'assistance aux utilisateurs de l'application Expadon 2 ainsi que la gestion des prénotifications.

Objectifs du poste :

- Piloter une équipe de 3 agents (un chargé de mission de catégorie A et deux gestionnaires de catégorie B).
- Finaliser la mise en place d'un pôle « agrément et assistance aux opérateurs », à la suite d'un travail de préfiguration qui a été conduit avec l'inspection générale de FranceAgriMer durant le premier trimestre 2023.
- Piloter l'activité du pôle et le processus agrément, en lien étroit avec le chef de l'unité.
- Avoir une connaissance de l'activité du pôle, et du plan de charge à venir.
- Mettre en place des méthodes de travail permettant de finaliser la gestion des dossiers dans un temps réduit, afin d'augmenter le service rendu aux entreprises.
- Mettre en place un tableau d'indicateurs et de suivi de l'activité.

Missions et activités principales :

- Assurer le lien avec les administrations concernées, notamment la DGAL et en interne au sein de l'unité AEXP avec les autres chargés de mission ;
- Assurer le contact avec les représentants professionnels des différents secteurs et l'information de ceux-ci, en lien avec les délégués filières respectifs ;
- Participer aux comités export SPS organisés par l'unité AEXP pour le volet relatif aux agréments d'établissements ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Assurer l'appui aux gestionnaires du pôle ainsi que la suppléance du chargé de mission pour les tâches d'assistance aux utilisateurs et de prénotification.

Relations fonctionnelles du poste :

Chargés de mission de l'unité AEXP, chef de l'unité, autres unités de la MAEI, DGAL et autres directions d'administration centrale.
Direction Déléguée du Programme Expadon 2 de FAM et ses prestataires.
Organisations professionnelles et entreprises exportatrices.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances :

- démarche qualité et pilotage de processus ;
- des connaissances des filières agricoles et agroalimentaires et des sujets sanitaires et phytosanitaires serait un plus ;
- pratique de l'anglais

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise :

- management d'équipe ;
- organisation ;
- capacités de pilotage et reporting ;
- capacités relationnelles ;
- travail en autonomie ;
- capacités d'analyse et de synthèse ;
- être force de propositions ;
- rigueur.

Diplôme – Expérience professionnelle :

Diplôme de niveau Bac + 3 validé en cas de candidature de contractuel
Expérience appréciée en matière de pilotage de projets, d'audit sanitaire, d'appui à des négociations sanitaires, de coordination.

Contraintes du poste :

Déplacements occasionnels en France ou à l'étranger

Poste clé[1] :	Oui Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui Non ■

Personnes à contacter :

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Julien BARRE, chef de la MAEI

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Julien.barre@franceagrimer.fr

Régis Raffin, adjoint au chef de la MAEI
Regis.raffin@franceagrimer.fr

Conditions de travail :

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un *curriculum vitae*,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) de pôle programmes opérationnels

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion / Unité Programmes opérationnels

N° appel à candidature : 23544	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels», qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

Objectifs du poste

Au sein du pôle dont il a la responsabilité, le titulaire du poste encadre une équipe en charge du suivi d'un ensemble d'organisations de producteurs ayant déposé un programme opérationnel. Il organise et supervise le travail de son équipe.
Le titulaire est également référent sur certaines activités gérées ou suivies par l'unité et assume à ce titre des tâches transverses en plus de la gestion de son équipe.

Missions et activités principales :

- Assurer l'encadrement et la supervision d'une équipe de 3 à 4 agents, pour l'agrément des programmes opérationnels et l'instruction et la liquidation des fonds opérationnels
- Dans le cadre d'une délégation de signature, remplacer la cheffe d'unité en cas d'absence et représenter l'unité, en particulier dans son domaine de référence ou pour toute autre mission déléguée
- Participer aux réunions de travail, à l'élaboration des textes et des outils, au suivi et au pilotage d'activités portant sur des thèmes transverses ou connexes aux programmes opérationnels
- Participer aux travaux de rédaction et d'actualisation des procédures internes en particulier dans son domaine de référence
- Etre référent sur des activités transverses à l'unité
- Accompagner et former les agents de l'unité si nécessaire
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, organisations de producteurs et familles professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales, accompagnement du changement
- Maitrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Reporting à la hiérarchie

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac + 3 validé en cas de candidature contractuelle

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion
☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels
☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : isabelle.bretaudeau@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilité@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE :07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Superviseur paye

Agence comptable / Service Finances
Unité Dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'établissement

N° appel à candidature : 23545	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 1 si corps des secrétaires administratifs ou corps des techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 19 – Gestion financière budgétaire et comptable	
Poste vacant - Prise de fonction mai 2023	**Localisation :** 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Une Agence comptable commune a été mise en place le 1er mai 2020 entre l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer), l'Office de développement de l'économie agricole d'Outre-Mer (ODEADOM), de l'Institut national de l'origine et de la qualité (INAO) et du groupement d'intérêt public) Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio).

Support de l'emploi, FranceAgriMer est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement. Ses missions consistent principalement à :

- mettre en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assurer un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques, par exemple, en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;

- organiser le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

Créé en 1984, l'ODEADOM est le pendant de FranceAgriMer pour l'outre-mer. Il est chargé d'œuvrer en faveur de l'économie agricole pour les cinq départements d'outre-mer et trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'INAO accompagne les producteurs qui s'engagent dans les démarches de qualité et gère plus globalement les signes d'identification de l'origine et de la qualité pour les produits fabriqués en France qui sont des signes officiels en France (AOC, AOP, IGP, AB (agriculture biologique) et label rouge).

L'Agence Bio a pour mission de communiquer et d'informer sur l'agriculture biologique et ses produits, de développer et d'approfondir l'Observatoire national de l'agriculture biologique, de faciliter la concertation entre partenaires, de contribuer au développement de la structuration des filières et de gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés.
Une soixantaine d'agents des établissements concourent aux missions de l'Agence comptable, qui se caractérisent par l'importance des opérations sur crédits européens (environ 900M€/an).

Le service Finances est chargé du contrôle relatif aux dépenses de fonctionnement et de personnel ainsi que des opérations de trésorerie des établissements. Pour les opérations dont il a la charge, il procède à l'enregistrement en comptabilité générale et aux contrôles de premier niveau de ces écritures. Il est composé de deux unités.

L'unité Dépenses de fonctionnement et d'investissement des établissements est chargée de la vérification de la qualité comptable et financière des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement transmises par les services gestionnaires. Pour les demandes de paiement et les titres de recette, elle réalise les contrôles relevant du comptable public. Le service facturier est placé au sein de cette unité.

L'unité est composée d'une cheffe d'unité et de 8 collaborateurs.

Objectifs du poste

Contribuer à la qualité comptable et financière des dépenses de personnel des établissements du groupement comptable

Missions et activités principales :

Supervision de la cellule « Visa de la paye »

- Assure le management direct de la cellule en l'absence du chef d'unité
- Définit du plan de contrôle de la paye
- Emarge l'ensemble des comptes liés à la paye
- Assure le suivi mensuel du tableau de bord des anomalies de paye
- Participe aux réunions avec le SRH

Veille réglementaire et technique sur les opérations de paye dans GAPAIE

- Agent référent pour la paye GAPAIE

Visa des dépenses de paye et des charges sociales :

- Mise en œuvre du plan de contrôle de la paye (a priori ou a posteriori, exhaustif ou par sondage) ;
- Instruction des demandes d'avance sur paye ;
- Constitution, mise à jour et archivage des dossiers individuels des agents et mandats de la paie.

Gestion des oppositions sur la paye :

- Enregistrement des cessions, saisies, ATD ;
- Enregistrement des avances ou indus à récupérer ;
- Calcul de la quotité saisissable.
- Enregistrement comptable de toutes les écritures de paye (sauf écritures de règlement).

Relations fonctionnelles du poste :

Secrétariats généraux des établissements (notamment services Affaires financières et Ressources humaines de FranceAgriMer), unité Trésorerie et service Recouvrement de l'Agence comptable

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Règlementation et procédures applicables aux dépenses de nomenclature comptable et budgétaire des dépenses de paye

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise d'un logiciel comptable
- Connaissance des outils bureautiques (Word, Excel, Outlook)

- Principes de contrôle interne applicables au processus de la dépense	- Sens de l'organisation - Sérieux, rigueur, méthode - Capacité à rendre compte - Aptitude au travail en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat validé en cas de candidatures de contractuels

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à caractère sensible[2] :	Oui ☐ Non ☒
Poste à privilèges[3] :	Oui ☐ Non ☒

Personnes à contacter

Thierry BALIAS, chef de service,
thierry.balias@franceagrimer.fr - Tel : 01-73-30-27-25

Suzanne SINGUI-MBONDY, cheffe de l'unité
suzanne.singui@franceagrimer.fr - Tél : 01 73 30-29-29

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 07/04/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Institut français du cheval et de l'équitation

ifce institut français du cheval et de l'équitation

Assistant logistique - Soigneur (H/F)

Localisation : *SAUMUR*

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public *(C)*

Niveau d'études : niveau CAP Palefrenier
Expérience : 5 ans minimum

Filière : technique
Catégorie : C - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Groupe RIFSEEP : G2
Poste : vacant
Date limite de candidature : 10/04/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/04/2023

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de** :
Patrick PRATLONG, responsable des moyens équestres du site de Saumur et de Christian GRIFFON, responsable du service des écuries

➢ Missions du poste

L'assistant logistique est amené à :
- Réceptionner le fourrage et les fournitures de l'écurie
- Fournir aux chevaux l'alimentation nécessaire
- Assurer la gestion du stock dans le grenier
- Assurer la maintenance et l'entretien des engins mis à sa disposition

Le soigneur assure :
- L'ensemble des soins aux équidés qui lui sont confiés
- L'alimentation des équidés
- L'entretien des boxes et du matériel
- La sortie et le travail des chevaux

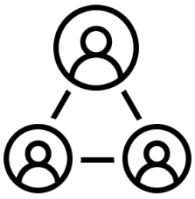
➢ Description des activités

Activités principales :
- Réceptionne et décharge les livraisons
- Approvisionne les trémies d'alimentation
- Assure la maintenance générale des écuries et le bon état de fonctionnement des chaines à fumier
- Nettoie et entretien les abords des écuries, du grenier et des fosses à fumier
- Assure la maintenance des engins de levage
- Assure l'entretien des surfaces de travail (paddocks, marcheurs, ronds de longe, …)
- Assure à son tour, le service de garde de semaine et de week-end
- Participe aux activités spécifiques du Cadre Noir (galas et présentations publiques, déplacements en France ou à l'étranger)

Activités annexes :

- Nettoie des boxes en cas de besoins
- Fait des pansages et soins aux chevaux
- Aide à la préparation des déplacements en compétitions
- Nourrit et sort des chevaux
- Monte des parcours ou dispositifs techniques
- Participe à l'organisation et au déroulement de manifestations sportives pour l'Ifce

➢ Champ relationnel du poste



En interne

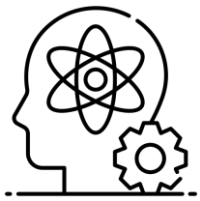
- Responsable soigneurs
- Service techniques
- Services vétérinaires
- Responsables techniques

En externe

- Stagiaires
- Fournisseurs

➢ Compétences requises pour le poste

✓ Savoir-faire



- Hygiène et soins des équidés
- Alimentation des équidés
- Education et manipulation des équidés
- Manipulation et conduite d'engins

✓ Savoir-être

- Etre autonome
- Sens de l'organisation
- Capacité au travail manuel
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir l'esprit d'équipe

➢ Conditions particulières de travail

- Assurer les permanences d'écuries
- Travailler sur des horaires particuliers
- Travailler les weekends et jours fériés
- Travailler en extérieur

Ce poste donne accès à :

- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : christian.griffon@ifce.fr

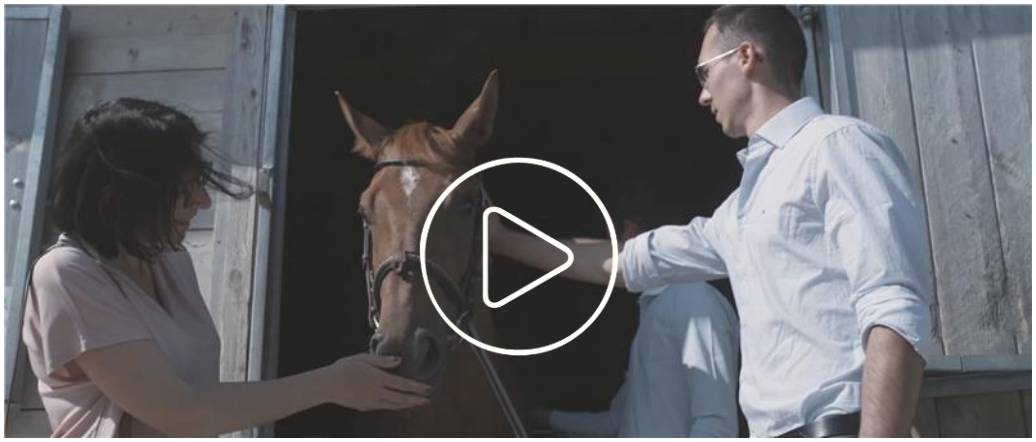
Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Institut français du cheval et de l'équitation

ifce institut français du cheval et de l'équitation

Ingénieur formation (H/F)

Localisation : *Le Pin (61) ou Saumur (49)*

Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public *(A)*

Niveau d'études : 7 - Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur

Emploi-référence RIME (Répertoire Interministériel des Métiers de l'Etat) :
Concepteur/trice d'actions de formation FP2EDU06 - Chargée/chargé d'études FP2EEP02
Filière : technique
Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public
Cotation du poste au titre des parcours professionnels du MAA :
Groupe RIFSEEP :
Poste : vacant
Date limite de candidature : 02/04/2023
Date de prise de poste : dès que possible à partir du 15/05/2023

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

02/03/2023~~02/03/2023~~

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ifce institut français du cheval et de l'équitation

DESCRIPTION DU POSTE

➢ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques (MSJOP). L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.

- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique** de la directrice adjointe du Pôle formation professionnelle

Présentation du service/de la Direction :
Le Pôle formation professionnelle (PFP) est chargé de développer une offre de formation qui réponde aux besoins des professionnels de la filière équine.
A la demande de ses tutelles (MASA et MSJOP), l'IFCE contribue à l'ingénierie de formation par apport de ressources et d'expertise.
En tant qu'organisme de formation, l'établissement met en œuvre des formations dont les publics cibles sont les professionnels et leurs formateurs, pour l'ensemble des métiers de la filière. Cette offre est complémentaire à celle qui existe sur le marché.

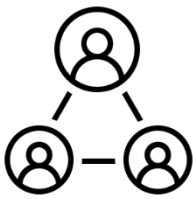
➢ Missions du poste et description des activités

Les missions de l'ingénieur(e) de projet formation s'inscrivent dans le cadre du Contrat d'Objectifs et de Performance de l'Ifce. Dans ce cadre, l'agent est en charge de mission d'ingénierie et de gestion de projets et il ou elle :

- Pilote ou participe à des projets en lien avec la formation
- Réalise l'ingénierie de formation en lien avec les responsables pédagogiques et les formateurs en intégrant différentes modalités (présentiel, distanciel, mixte)
- Réalise l'ingénierie de certification et en assure le dépôt auprès de France Compétences
- Anime le réseau des formateurs et autres agents de l'Ifce sur les projets dont il/elle est responsable
- Assure une veille et une démarche prospective au regard des innovations pédagogiques dans l'objectif de participer à la modernisation de l'appareil de formation
- Construit des ressources pédagogiques, dont numériques, en collaboration avec les formateurs
- S'approprie et assure la mise en œuvre de la démarche qualité dans laquelle le Pôle Formation Professionnelle est engagé

Peut-être amené à participer aux travaux menés dans le cadre du Conseil de l'Emploi et de la Formation animé par l'Ifce

➢ Champ relationnel du poste



En interne

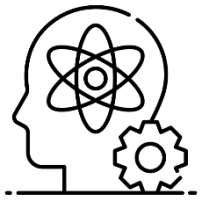
- Pôle formation professionnelle (équipe de direction, ingénieurs formation, formateurs, assistantes administratives)
- Intervenants ponctuels en formation
- Personnels d'autres directions de l'Ifce
- Services supports du site de rattachement

En externe

- Organismes certificateurs (Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (DRAJES), Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF), Ministères…)
- France Compétences
- Prescripteurs et financeurs de formation (OCAPIAT, VIVEA…)
- Organisme de recherche, institut technique
- Organismes de formation, acteurs de la filière
- Intervenants extérieurs en formation
- Structures partenaires de formation

➢ Compétences requises pour le poste

✓ Savoir-faire



- Formation des publics
- Ingénierie des formations
- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Environnement des certifications en formation
- Environnement institutionnel
- Economie de la filière
- Gestion et méthodologie de projet
- Gestion d'entreprise (financière et humaine)
- Calcul/statistique
- Communication, relation avec les partenaires de l'Ifce
- Savoir rendre compte
- Utilisation de logiciels
- Expression écrite
- Expression orale
- Savoir travailler en équipe
- Anglais

✓ Savoir-être

- Etre autonome
- Avoir le sens de l'initiative
- Avoir le sens des relations humaines
- Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients
- Etre à l'écoute
- Faire preuve de réactivité

➢ Conditions particulières de travail

- Déplacements ponctuels sur tout le territoire en fonction des projets
- Possibilité de travail ponctuel le week-end
- Télétravail possible en fonction des missions

Ce poste donne accès à :

- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

➢ Composition du dossier

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ifce
institut français du **cheval** et de l'**équitation**

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : marion.leveau@ifce.fr

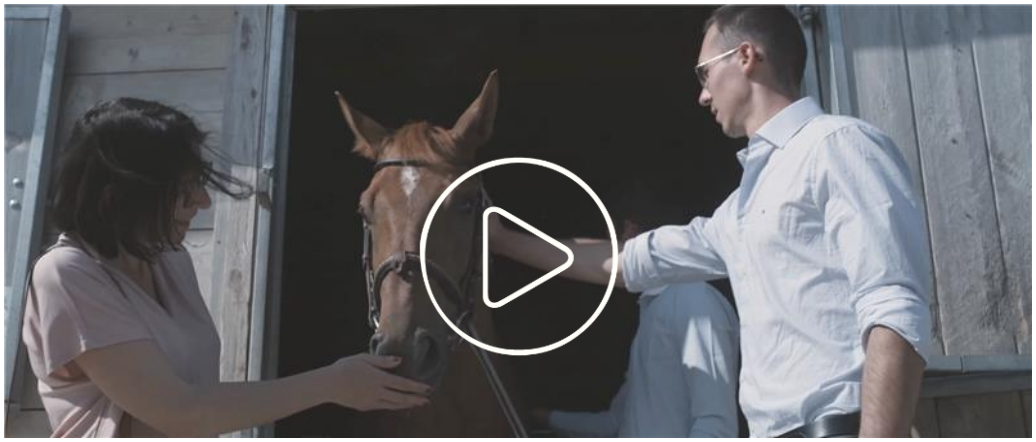
Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Direction des Ressources Humaines
Route de troche
19 230 Arnac-Pompadour
Mél : drh-info@ifce.fr

02/03/2023~~02/022023~~

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Service juridique et international
12, rue Henri Rol-Tanguy
93555 Montreuil

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Responsable adjointe du service juridique et international

N° du poste : **Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 2	**Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP : 2**	
Prise de poste à compter du 9 mai 2023 **Date limite de candidature : le 13 avril 2023**		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires. Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions. L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Le service juridique et international (SEJI) exerce une triple mission de conseil juridique, de sécurisation des décisions des instances et de traitement contentieux. Composé de 11 agents, il gère l'ensemble des actions de protection nationale et internationale des SIQO.	
Objectifs du poste	Etre en capacité de seconder ou de remplacer la responsable du service dans l'ensemble de ses missions.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	En tant que responsable adjointe, l'agent(e) sera chargé(e) de seconder voire de suppléer la responsable de service dans l'ensemble de ses missions : - coordonner et animer le travail des chargé(es) de mission ; - apporter un conseil juridique au sein de l'établissement mais également auprès du ministère ou des professionnels, tant en matière d'interprétation de la réglementation existante que de son évolution future avec le suivi des négociations européenne ; - assurer le lien avec les partenaires de l'établissement ; - remplacer la responsable du service au sein de certaines instances comité de direction, réunion des services ; - participer à l'encadrement de l'équipe et au recrutement des nouveaux agents. L'agent(e) aura également des missions en propre : - responsable de l'ensemble du contentieux administratif : analyser les requêtes et construire la défense de l'Institut conjointement avec notre Conseil. Une fois la décision de la juridiction connue, en assurer son exécution en étant en capacité d'en détecter les incidences sur les pratiques de l'Institut, ainsi que de trouver des solutions juridiquement solides lors de recours gracieux en amont de la phase contentieuse ; - experte au sein de la commission boissons spiritueuses qui fonctionne sous l'égide du comité national vins : représenter le service, participer aux réflexions et à la rédaction d'alertes juridiques le cas échéant sur les dossiers, suivre les évolutions réglementaires européennes (comité d'examen et groupe d'experts de la Commission européenne) ;	
Champ relationnel du poste	Contacts réguliers tant en interne avec les agents de l'Institut et les professionnels qu'en externe avec les administrations intervenant aux côtés de l'Institut	
Compétences liées	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**

au poste	- Compétences requises en droit public (tant européen qu'administratif) - Maîtrise de l'anglais exigée. - Connaissance de l'environnement institutionnel et interministériel de l'INAO. ***Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée***	- Capacité d'analyse et de synthèse - Qualité rédactionnelle - Qualité relationnelle - Aptitude au travail d'équipe - Esprit d'initiative - Autonomie - Réactivité
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Madame Nathalie MARTY-HOUPERT-– Responsable du Service juridique et international Tél. : 01.73.30.38.34 - courriel : n.marty-houpert@inao.gouv.fr Madame Emilie COLOMBO Responsable adjointe Tél. : 01.73.30.38.35 - courriel : e.colombo@inao.gouv.fr	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93 555 Montreuil

Service de l'administration générale
Bureau des ressources humaines
Gestionnaire Paie

N° du poste : (numéro Agorha) **Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : sans objet	**Groupe RIFSEEP : 2** **Cotation part fonction PFR :**
Création de poste - Poste vacant à pourvoir dès que possible **Date limite de candidature : 7 avril 2023**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires. Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions. L'INAO est chargé de gérer le dispositif de contrôles européen et national des cahiers des charges des produits sous signe d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO). Au sein du Service de l'administration générale de l'INAO, le Bureau des ressources humaines (BRH) met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'institut. Il assure la gestion de proximité des agents de l'établissement, la gestion de la paie, l'animation et la coordination de la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences. Il assure également l'animation du dialogue social, la mise en œuvre de la politique en matière d'hygiène et de sécurité et prépare et diffuse le rapport social unique. Le bureau est composé de 6 agents dont le responsable, une chargée de mission, de deux gestionnaires RH et deux gestionnaires Paie.
Objectifs du poste	Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, l'agent doit assurer la gestion de la paie en binôme avec la seconde gestionnaire paie
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Sous l'autorité directe du responsable du bureau des ressources humaines, la mission de l'agent consiste à : **<u>Préparer et liquider la paie</u>** - récolter, contrôler et saisir les données relatives à l'élaboration des bulletins de paie dans le logiciel de gestion, réaliser les calculs de la rémunération, vérifier et valider la paie en lien avec l'agence comptable, paramétrer et éditer la balance ; - éditer les feuilles de paie, dans le respect de la réglementation du travail, de la législation, et de la politique RH de l'institut ; - établir les déclarations fiscales et sociales (cotisations salariales et patronales, Urssaf, caisses de retraite, mutuelle, prévoyance),… - établir la DSN (déclaration sociale nominative) (gestion mensuelle et transmission des données de l'entreprise pour déclarer et payer les cotisations aux organismes sociaux) ; - communiquer et répondre aux questions des salariés en matière de paie (explication des éléments du bulletin de salaire, congés, charges sociales…) ;

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">- assurer des missions sur des dossiers transverses (suivi de dossiers maladie,…).

<u>Assurer la gestion administrative</u>
- gérer les calculs pour les estimations salariales, les courriers, les attestations de salaire ;
- suivre et contrôler le SFT, le forfait mobilité durable, les vacations d’experts… ;
- gérer les attestations des mutuelles et de la prévoyance

Participer aux audits relatifs à la politique ressources humaines de l'établissement</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Ensemble des agents des services nationaux et territoriaux de l’INAO, service des ressources humaines du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et de FranceAgriMer, les organismes sociaux.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td rowspan="2">- Réglementation de la paie et de la carrière des agents de la fonction publique
- Règles de ressources humaines
- Cadre réglementaire de l'action sociale et des dispositifs et prestations sociale
- Outils bureautiques et adaptabilité aux logiciels métiers.
Une connaissance du logiciel GAPAIE serait souhaitée

Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l’agent à son arrivée</td><td>- Rigueur, organisation et discrétion
- Capacité à travailler en équipe
- Capacité à anticiper une situation et son évolution
- Autonomie et disponibilité
- Capacité à rendre compte
- capacité à gérer une situation et respecter un délai
-
Savoir-être
- Sens des relations humaines
- Sens de l’analyse
- Être à l’écoute
- Être Autonome et avoir le sens de l’initiative
- Être force de propositions sur l’amélioration des procédés et des outils utilisés dans le cadre de la gestion de la paie
- Faire preuve de discrétion et respect de la confidentialité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l’INAO : Madame Patricia CARISTAN
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine
Parc Technologique
Orléans Charbonnière
BP 18
45760 BOIGNY SUR BIONNE

Adjoint(e) à la directrice territoriale, chargé(e) des questions forestières

N° du poste : 16202 **Catégorie : A : - ICPEF- IPEF - IDAE - IAEHC- Attachés principaux - Localisation : Boigny-sur-Bionne (45)**	
Classement du poste : A4	
Poste vacant au 01/06/2023	
Présentation de l'environnement professionnel	La Direction territoriale Centre-Ouest-Aquitaine (DT COA) contribue à l'élaboration des différentes stratégies nationales de l'établissement et les décline à son niveau. Elle pilote, coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les agences et les services spécialisés de son ressort. Elle coordonne la représentation de l'ONF et ses relations institutionnelles à l'échelle de la DT. Le périmètre de la DT COA couvre 4 régions administratives : Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Pays de Loire, Centre-Val de Loire ainsi que le département de l'Allier. Il comprend quatre principaux contextes biogéographiques : la chênaie ligérienne, le littoral, le plateau landais et la montagne. La DT gère 10% des forêts publiques de métropole (535 000 ha), 303 000 ha de forêt domaniale et 232 000 ha de forêt des collectivités. La DT COA compte 876 agents organisés dans 8 agences territoriales et une agence travaux. Les services fonctionnels de la DT sont au nombre de 4: Service de l'adjoint(e) en charge des questions forestières et des systèmes d'information, Mission Commerciale Bois et Services (MCBS), Secrétariat Général Agence Comptable Secondaire (ACS),
Objectifs du poste	Sous l'autorité de la directrice territoriale, l'adjoint(e) est chargé(e) : - Du pilotage des enjeux multiples liés à la gestion multifonctionnelle de la forêt et des autres milieux naturels gérés (dont le littoral) - Du pilotage du pôle de système d'information Ces deux axes recouvrent notamment : - Le management d'un pôle territorial de recherche et développement (RDI) - La préparation des éléments techniques et budgétaires des contrats DT/ DG et ATE/DT et le suivi des indicateurs correspondants - L'encadrement des sujets techniques forestiers (de l'élaboration des aménagements à leur mise en œuvre), de biodiversité, de prévention des risques mais aussi les modalités de leur partage avec la société ; - Le pilotage de la stratégie d'adaptation au changement climatique et l'appui aux agences territoriales dans sa déclinaison opérationnelle

Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Sous l'autorité de la directrice territoriale et en liaison avec la direction forêt et risques naturels de la direction générale (DG), l'adjoint(e) au DT pilote, coordonne, appuie, suit et évalue la politique de gestion durable et multifonctionnelle sur le territoire dans le contexte évolutif du changement climatique, des attentes sociétales croissantes et d'une nécessaire prévention accrue face aux risques naturels. Dans ce cadre : - Il/elle prépare les éléments techniques et budgétaires visant à une répartition des moyens au regard des enjeux territoriaux ; - Il/elle prépare les bases techniques des décisions structurantes du CODIR DT en matière de gestion forestière et pilote / anime leur mise en œuvre, par les agences territoriales, dans le cadre d'une stratégie partagée et assumée ; - Il/ elle s'appuie sur le Pôle forêt de la DT pour concevoir, faire évoluer et déployer les référentiels sylvicoles et environnementaux, les outils d'aide à la décision, et pour animer le développement technique. - Il/elle encadre la prise en compte des risques naturels (Feu de forêts, recul du trait de côte, etc) tant au niveau de la prévention que de la gestion de crise ; - Il/elle pilote le pôle SI portant 3 missions prioritaires : gérer le support informatique, contribuer à la conception, aux tests et aux déploiements des outils informatiques métiers, développer une capacité à mobiliser, organiser et valoriser le patrimoine informationnel de l'ONF. L'adaptation de l'organisation actuelle des services rattachés à l'adjoint(e) sera une des priorités 2023 de ce poste au regard : - De mobilités nombreuses attendues au sein du service ; - De l'émergence de la MIG DFCI au sein de la DT COA avec le rattachement des 2 référents zonaux à ce service ; - Du renforcement du service (2 postes) pour apporter compétences et outils aux agences territoriales pour la déclinaison pratique de la stratégie d'adaptation au changement climatique, - Du rattachement de la mission de coordination territoriale des études et de l'ingénierie financière (dont mécénat) sur les enjeux carbone et biodiversité notamment Participe aux réunions nationales mensuelles des adjoints aux DT animées par la DFRN et aux réunions thématiques nationales encadrant le déploiement des politiques techniques de l'établissement sur le territoire ; Déplacements fréquents à prévoir sur l'ensemble de la DT et Paris.
Champ relationnel du poste	Ensemble de la direction territoriale, plus spécifiquement CODIR territorial et réseau des services forêt des agences ; Réseau des adjoint(e)s des DT Direction Forêt et Risques Naturels (DG) Partenaires techniques externes (CRPFs, INRAE, DSF, etc)

Compétences liées au poste	**SAVOIRS**	**SAVOIR-FAIRE**
	- Connaissances et expériences en techniques forestières - Qualités relationnelles et disponibilité - Parfaite connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF	- Compétences en animation et management d'équipe - Capacités de dialogue et de négociation - Expliciter et donner du sens - Pédagogie et sens de la communication
Personne à contacter	Johanne PERTHUISOT, directrice territoriale Centre Ouest Aquitainejohanne.perthuisot@onf.fr Tél: 02 38 65 47 01 Portable: 06 72 44 66 58	

Ministère de l'agriculture
et de la souveraineté alimentaire

Office National des forêts

Chef(fe) du service bois – Agence de Compiègne – DT Seine-Nord

Catégorie A :	Cadre supérieur
Cotation :	A3
Situation du poste :	Vacant à compter du 15 mai 2023
Localisation	Compiègne (siège de l'agence de Compiègne)
Référence poste	7335

Présentation de l'environnement professionnel	Acteur majeur de la transition écologique et énergétique, l'Office national des forêts (ONF) rassemble près de 8500 collaborateurs. En Métropole et en Outre-mer, l'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) assure la gestion de près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'Etat et aux collectivités territoriales. Les principaux axes stratégiques portent sur l'adaptation des forêts au changement climatique, la commercialisation des bois en contrats d'approvisionnement, la valorisation des services environnementaux et climatiques des forêts publiques et enfin, le renforcement du dialogue forêt-société. La Direction territoriale Seine-Nord (DT S-N), échelon de pilotage au niveau territorial, contribue à l'élaboration et à la déclinaison des différentes stratégies de l'ONF dans les régions d'Ile-de-France, Hauts-de-France et Normandie. Elle coordonne, appuie, suit et évalue l'ensemble des activités conduites par les six agences territoriales (Lille, Compiègne, Fontainebleau, Versailles, Alençon et Rouen), une agence Travaux, une agence Etudes et des services supports (Finance, ressources Humaines, communication et commercial) situés à Fontainebleau. La DT S-N se caractérise par l'importance de la forêt domaniale (262 000 ha, 1 100 000 m3 commercialisés chaque année) avec de nombreuses forêts emblématiques (Fontainebleau, Compiègne, Rambouillet, Lyons-la-Forêt…). L'agence territoriale de Compiègne est une agence à forte dominante de forêts domaniales (feuillus) de production : 65 000 ha de forêts domaniales et 15 000 ha de forêts appartenant aux collectivités. Caractère nettement multi fonctionnel des grandes forêts domaniales, ces forêts présentent de très forts enjeux sylvicoles et de production, de restauration de l'équilibre forêt-gibier, de préservation des milieux, avec une fréquentation du public diffuse mais régulière. Certaines forêts sont très affectées par la crise climatique et les dépérissements, générant de nombreuses reconstitutions via le plan de relance. Des projets de développement territorial sont engagés avec les collectivités sur certains territoires. L'agence compte 100 personnes et s'organise autour de 4 services fonctionnels d'appui : Forêt, Bois, Environnement et Accueil du Public, Secrétariat Général et 5 Unités territoriales (UT) réparties sur l'Oise et l'Aisne. Le service Bois évolue dans le cadre du doublement des volumes vendus façonnés en contrats d'approvisionnements à horizon 2025. Ce service est composé aujourd'hui de 8 personnes : 1 chef de service, 1 adjoint chargé du Bois Façonné (BF) avec des fonctions de technico-commercial Bois (TCB), 1 responsable production Bois, 2 TCB et 3 assistantes commerciales Bois. L'équipe est amenée à s'étoffer par l'arrivée prochainement d'un nouveau responsable production Bois. Sur l'année 2022, le service a commercialisé 480 000 m3 de bois (90% en FD et 10% en AFR) dont 120 000 m3 sous contrat d'approvisionnement et généré un chiffre d'affaires de 25 M€ bruts pour les forêts domaniales et 4 M€ en forêts des collectivités. La stratégie bois a pour objectif d'atteindre 60 % de volume contractualisé à 2025 et de développer la contractualisation des forêts communales et de l'Institut de France.
Objectifs du poste	Le chef(fe) de service bois déploie la stratégie commerciale en agence permettant d'atteindre les objectifs. Il anime les équipes en charge du processus bois et pilote l'activité : préparation et suivi du contrat de l'agence, choix du mode de dévolution des bois, organisation des achats de prestations aux entreprises de travaux forestiers (ETF), répartition des volumes contractualisés, négociation et suivi des contrats d'approvisionnement. Il(elle) organise et suit les ventes. Il(elle) assure la formation interne des TCB, des responsables d'exploitation d'unité territoriale et des autres éventuels acteurs, intervenant dans le processus bois.

Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	❖ Participer aux conseils de direction et décliner la stratégie bois territoriale en agence ❖ Assurer le management du service bois ❖ Animer la production bois de l'agence, en lien avec la mission commerciale bois de la Direction Territoriale, le Directeur d'Agence (DA) et les Unités Territoriales (UT). ❖ Piloter le processus bois, suivre et rendre compte de l'état d'avancement des objectifs. ❖ Définir l'offre de bois en orientant le choix des parcelles et des désignations en fonction de la stratégie commerciale, des clients et de la demande. ❖ Organiser les ventes publiques, élaborer les catalogues, négocier les lots selon le périmètre défini et la délégation. ❖ Manager le suivi de la relation clients en particulier dans le cadre des contrats d'approvisionnement ❖ Encadrer le suivi de la régie d'entreprises pour la mise en œuvre des travaux d'exploitation, recherche des entreprises de travaux forestiers (ETF). ❖ Assurer le suivi du contentieux sur le plan technique et administratif (en lien avec les UT, la mission commerciale bois, le DA et les services juridiques)

Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire / être :**
	❖ Connaissances en techniques sylvicoles et la dimension environnementale de la gestion forestière ; ❖ Connaissance des techniques commerciales et marketing ❖ Connaissances des enjeux majeurs du domaine d'activité et des différents interlocuteurs internes et externes ; ❖ Connaissance de l'environnement socio-économique local ; ❖ Connaissance du bois (défauts, altérations), valorisation des essences, cubage et classement qualitatif ❖ Connaissances des procédures liées à l'activité	❖ Capacité d'analyse et de synthèse ; ❖ Sens de l'écoute, capacité à négocier, à décider, à prendre des initiatives ❖ Management et animation des équipes ❖ Capacités à animer une réunion ❖ Aisance relationnelle et qualité d'expression orale et écrite (rédaction CR, notes d'enjeux, mode opératoire…) ❖ Sens des responsabilités et de l'organisation ; ❖ Capacités à piloter une activité (suivi indicateurs) ❖ Esprit d'équipe et capacité à travailler en équipe
Personnes à contacter	Monsieur Bertrand WIMMERS, directeur de l'agence territorial de Compiègne Tél : 06 87 15 50 71 courriel : bertrand.wimmers@onf.fr Monsieur Sylvain DUCROUX, directeur territorial par intérim de la direction territoriale Seine-Nord Tél : 06 23 37 18 49 Courriel : sylvain.ducroux@onf.fr Madame Valérie ERHARD, chef de service des ressources humaines Tél : 06 29 41 72 57 Courriel : valerie.erhard@onf.fr	

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction territoriale Bourgogne-Franche-Comté
14, rue Gabriel Plançon
BP 51581
25010 BESANCON Cedex 3

Directeur de l'agence territoriale de Besançon – délégué départemental pour le département du Doubs

N° du poste : 13052- **Catégorie : A : cadre supérieur Localisation : Besançon (25)**	
Classement du poste : A4bis	
Poste vacant au 1er juillet 2023	
Présentation de l'environnement professionnel	La direction territoriale Bourgogne-Franche-Comté gère 717 000 ha de forêts (80 % de forêts communales – 20 % de forêts domaniales), qui présentent des enjeux économiques importants (récolte de bois, activité cynégétique) et des enjeux environnementaux (Natura 2000, réserves, PNR, Parc national de forêt…). La direction territoriale couvre 8 départements et est organisée en 6 agences territoriales et une agence Etudes et Travaux. Elle compte 1 000 personnes dont 160 ouvriers forestiers. Au sein de la direction territoriale Bourgogne-Franche-Comté, l'agence de Besançon assure la gestion de 105 000 ha de forêts publiques sur le département du Doubs, à 95 % communales et à enjeux économiques très élevés. Elle est constituée de 130 personnels fonctionnaires ou salariés, dont 7 apprentis, répartis entre avec 9 unités territoriales, 1 service bois, 1 service appui travaux, 1 service forêt et 1 secrétariat général. Les traits caractéristiques de l'agence peuvent être résumés comme suit : - Une agence de production : plus de 650 000 m3 de bois vendus chaque année, 0.6 M€ de travaux domaniaux mis en œuvre par an, 2.7 M€ de chiffre d'affaires externes en travaux patrimoniaux ; - Une agence largement impactée par les dépérissements de l'épicéa et du sapin sur l'arc jurassien et du hêtre sur le premier plateau du Jura et Avants-Monts ; - Des attentes très fortes des communes forestières avec une gouvernance ONF-ADCOFOR très suivie et exigeante. Une attente aussi très forte des services de l'Etat ; - Un développement très rapide des contrats d'approvisionnement y compris en communes depuis la montée en puissance de la crise sanitaire en 2018.
Objectifs du poste	L'objectif général est d'assurer la direction de l'agence pour mettre en œuvre une gestion durable et multifonctionnelle des forêts publiques, hautement reconnue par nos partenaires locaux. Les orientations stratégiques 2021-2025 de la direction territoriale se déclinent en contrats de gestion annuels, signés entre la direction territoriale (DT) et l'agence comprenant des objectifs plus précis. L'agence de Besançon est ainsi fortement impliquée dans l'adaptation des forêts aux changements climatiques, tant en traitement curatif des dépérissements du hêtre, de l'épicéa et du sapin qu'en adaptation des forêts sinistrées (évolution des traitements sylvicoles ; dynamique de renouvellement par voies naturelles et artificielles). L'agence développe donc une forte activité « plan de relance » pour le compte des communes (plus de 100 dossiers déposés). L'agence de Besançon est par ailleurs à la pointe en matière d'expérimentations d'élaboration d'aménagements plus adaptés au contexte de changements climatiques incessants et plus connectés à la demande sociétale. L'équilibre forêt gibier est actuellement globalement maitrisé mais la vigilance reste de mise sur certaines parties du territoire touchés par l'extension du cerf.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Le développement volontariste et réfléchi des contrats d'approvisionnement se poursuit avec concomitamment une attention croissante à la préservation des sols.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le directeur d'agence assure le pilotage opérationnel de l'agence avec les chefs de service et responsables d'UT. Il assure en outre un rôle important de représentation et de développement des intérêts forestiers auprès :
- De la préfecture du Doubs (participe aux réunions des chefs de services) et des services déconcentrés de l'Etat, en particulier la DDT, ainsi que du conseil départemental du Doubs ;
- Du PNR du Haut-Jura (le Jura est agence leader) et du nouveau PNR du Haut-Doubs Horloger (partagé avec l'agence NFC), pour lequel l'agence de Besançon est agence leader ;
- Des syndicats d'exploitants scieurs feuillus et résineux en appui de la MCBS ;
- De la fédération départementale des chasseurs, de la gendarmerie, du SDIS…
Il contribue à la stratégie territoriale via une participation active au Codir DT.
Il assure le management direct de treize personnes (quatre chefs de service et neuf responsables d'unité territoriale) : entretiens annuels, négociation des feuilles de route par unité territoriale ou service, suivi et animation de l'activité. Il porte l'organisation des services et leur adaptation, régule et suit l'activité au sein de l'agence, anime les CODIR agence, s'assure du dialogue social local (commission locale de concertation), veille aux recrutements avec le service RH DT et traite les affaires RH réservées.
Il initie le management technique : orientations sur l'élaboration et le suivi des aménagements forestiers, adaptations des forêts aux changements climatiques, nouvelles pratiques de plantations et de soins aux plants et semis...
Il assure l'animation et la représentation auprès de l'association départementale des COFOR du Doubs, partenaire privilégié ainsi qu'auprès des EPCI en lien avec les RUT.
Dans un département très forestier, il est enfin identifié par les parlementaires et par les autres associations d'élus.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Interne : relations de travail régulières au sein de l'agence et avec les services en DT
- Externe : champ relationnel varié avec l'ensemble des parties prenantes intéressées par les forêts publiques.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>SAVOIRS</td><td>SAVOIR-FAIRE</td></tr>
<tr><td>- Connaissances techniques en sylviculture et gestion des écosystèmes
- Qualités relationnelles et disponibilité.
- Connaissance des processus métiers et du fonctionnement de l'ONF</td><td>- Compétences en animation et management d'équipe
- Capacités de dialogue et de négociation.
- Relationnel avec les élus
- Accompagner et donner du sens
- Aptitude à se déplacer sur les différents sites de l'agence et de la DT (Dijon)</td></tr>
<tr><td>Personne à contacter</td><td colspan="2">M. Pierre-Jean MOREL, directeur territorial Bourgogne-Franche-Comté
pierre-jean.morel@onf.fr
Portable : 06.34 68 02 01</td></tr>
</table>

Office National des Forêts

Direction Générale

Direction des systèmes d'information

Responsable de la transformation digitale

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 21198

Catégorie A : corps de catégorie A+ ou A confirmés</td></tr>
<tr><td colspan="2">Classement du poste : A4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Métier : Chef de Département</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant – création de poste</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>Acteur majeur de la filière forêt-bois, l'Office national des forêts (ONF) rassemble plus de 8 200 professionnels. En Métropole et en Outre-mer, l'ONF gère près de 11 millions d'hectares de forêts publiques appartenant à l'État et aux collectivités territoriales.

La direction des systèmes d'information (DSI), répartie en 3 départements, est responsable des systèmes d'information et de l'innovation digitale. Elle coordonne la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information, en lien avec les autres directions centrales. Elle est responsable de la transformation des systèmes d'information de l'ONF et de leur maintenance.
Aux côtés des 3 départements de la DSI, se trouve une équipe chargée de la Mission transversale « Pilotage, Organisation et Processus SI. Son rôle est d'accompagner les équipes de la DSI dans les processus transverses à la direction : support à la rédaction des marchés de prestation, formalisation de processus et aide au suivi budgétaire, support au pilotage du portefeuille des projets.

Dans le cadre du plan stratégique de l'ONF, les 3 grands enjeux de la DSI d'ici à 5 ans, sont de moderniser le système d'information de l'ONF, de développer des outils au service de l'utilisateur de terrain en répondant à ses besoins de mobilité et de faire évoluer le fonctionnement de l'Office en s'appuyant sur le numérique, afin de gagner en efficience opérationnelle. L'ONF souhaite développer les outils numériques et poursuivre sa transformation digitale pour répondre à ses enjeux métiers.

Afin d'appuyer les enjeux précités, l'ONF recherche son(a) responsable de la transformation digitale pour organiser et accompagner la transformation digitale de l'ONF dans son volet stratégique et sa mise en œuvre opérationnelle. Ce poste sera rattaché directement à la Directrice au sein de la DSI, pour assurer synergie et cohérence.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Le(a) responsable de la transformation digitale aura pour objectif de :

- Organiser la réflexion autour de la transformation digitale de l'établissement, en lien avec les métiers et la DSI ;</td></tr>
</table>

	- Proposer en résultante une trajectoire de la transformation digitale et les projets liés sous la gouvernance de la Direction Générale, de la DSI et des métiers. - Accompagner la transformation digitale de l'ONF dans son volet opérationnel, en s'inscrivant dans le cadre de gouvernance du portefeuille projets SI de l'ONF. - Développer et accompagner l'acculturation digitale des collaborateurs de l'établissement, communiquer sur le sens et les réponses apportées par le plan de transformation digitale.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le(a) responsable de mission devra : • Appréhender les enjeux métiers, les services et bénéfices attendus, les leviers et canaux existants. A partir de ces constats et diagnostics, élaborer des scénarii structurés et des préconisations, argumentés et valorisés. • Construire, en collaboration avec les parties prenantes, une proposition de trajectoire de transformation digitale (données, outils, modes de travail…) couvrant l'ensemble des métiers ONF, en s'appuyant sur les usages et la valeur apportée pour les collaborateurs, en particulier sur le terrain. • Porter cette proposition pour prise de décision et validation. • Définir les axes stratégiques possibles, organiser la priorisation et la validation du plan d'action lié, de façon transversale. • Accompagner la déclinaison de ce plan d'action en projets à intégrer dans le cadre de la feuille de route projets SI et en lien avec l'architecture du SI. S'assurer de la cohérence de la stratégie digitale avec l'existant, en tenant compte des contraintes et enjeux SI et ONF. • Travailler sur le volet de l'organisation et l'implication des acteurs en lien avec le numérique au niveau territorial, en lien avec la DSI. • Faciliter l'acculturation et la montée en compétence des équipes et des collaborateurs ONF sur les sujets digitaux et numériques (outils, usages, compétences etc…) Sur ces missions, le(a) responsable sera supervisé(e) par la Directrice des Systèmes d'information. Il/Elle devra veiller à coordonner les parties prenantes et s'assurer de la bonne prise en compte de la transversalité dans la co- construction de la stratégie digitale et sa mise en œuvre.
Champ relationnel du poste	Equipes DSI, Direction générale, Directeurs centraux métiers, Directeurs territoriaux et leurs équipes, acteurs SI en territoire.
Conditions particulières d'exercice	Déplacements occasionnels sur la France entière.

<table>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>

Expérience dans la mise en œuvre de transformations digitales et la digitalisation de processus métiers
Connaissance de l’écosystème et des enjeux majeurs du domaine SI et data.
Savoir prendre de la hauteur afin de contribuer à une vision stratégique prospective des enjeux de la l’établissement (pour identifier les pistes d’optimisation et de transformation).
Capacité de traduction des enjeux métiers en réalité technique et digitale
Connaissance et expérience pratique du pilotage de projets transverses, des outils agiles et de l’accompagnement au changement.
Connaissance des outils de facilitation, d’idéation et d’animation d’ateliers (design thinking, ..);
Maitrise des outils bureautiques, outils de communication/présentation et pilotage performants et innovants.
Qualités rédactionnelles et de présentation orale.
La connaissance du domaine forestier serait un plus.

</td><td>

Savoir prendre de la hauteur afin de contribuer à une vision stratégique des enjeux de la l’établissement (pour identifier les pistes d’optimisation).
Savoir organiser une réflexion stratégique transverse et en définir une trajectoire claire et organisée.
Savoir formaliser de façon claire, sur des supports dynamiques et synthétiques une stratégie et son plan d’action.
Savoir piloter des projets transverses.
Elaborer et formaliser des stratégies, maitriser la rédaction de documents de synthèse et de présentation.
Maitriser la communication orale et l’animation de réunion ;
Savoir accompagner les collaborateurs au changement ;
Savoir organiser et réaliser une veille sur le domaine d’activité.
Avoir une culture de simplification et d’amélioration de la performance opérationnelle.

</td></tr>
<tr><td>Savoir-être :</td><td>Expérience/formations souhaitées</td></tr>
<tr><td>

Appétence pour l’innovation digitale et sa diffusion
Avoir une pensée disruptive et innovante
Capacité à travailler de façon transversale et pluridisciplinaire
Curiosité et appétence vis-à-vis des enjeux métiers ONF.
Aisance relationnelle
Force de conviction
Capacité d’appréhension de la complexité.
Capacités d’analyse et de synthèse.
Qualités d’écoute.

</td><td>

Diplôme minimum requis : Bac + 5 Master, diplôme d'ingénieur, école de commerce ou diplôme équivalent.
7 à 10 ans minimum d’expérience en tant que responsable innovation/transformation digitale SI ou responsable digitalisation de processus, au sein d’un établissement de grande taille ou expérience en cabinet de conseil sur des missions de transformation digitale.

</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Aline COMBETTES, Directrice des systèmes d'information Sandrine REBOH, Recrutement RH
MODALITE DE CANDIDATURE	aline.combettes@onfr.fr sandrine.reboh@onf.fr

2022-6817 SGAE - Adjoint(e) à la cheffe du secteur "CIAA - FAO et Codex alimentarius" (CIAA/FDR) H/F

Informations générales

Statut	En cours de modification
Organisme de rattachement	Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)
Date limite d'envoi des candidatures	Un mois à compter de la publication
Documents requis pour postuler	Curriculum Vitae et lettre de motivation Agents titulaires : 2 derniers comptes-rendus d'entretien professionnel Agents non-titulaires : diplôme le plus élevé et, le cas échéant, dernier compte-rendu d'entretien professionnel
Directions et Services	Secrétariat général des affaires européennes (SGAE)
Employeur	Ministère de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique

Description du poste

Pays	France
Régions	Ile-de-France
Départements	Paris (75)
Lieu d'affectation	68 rue de bellechasse 75007 Paris
Domaine et métier	Agriculture - Experte / Expert en santé sécurité de l'alimentation, en santé et protection des végétaux et en bien-être animal
Intitulé du poste	SGAE - Adjoint(e) à la cheffe du secteur "CIAA - FAO et Codex alimentarius" (CIAA/FDR) H/F
Groupe RIFSEEP	Cotation 2
Versant	Fonction publique de l'Etat
Catégorie	Catégorie A (cadre), cotation 2 en parcours professionnel.
Statut du poste	Vacant
Nature de l'emploi	Emploi ouvert aux titulaires et/ou aux contractuels
Descriptif de l'employeur	Le SGAE est un service de la Première ministre chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes. Il est le garant de la cohérence et de l'unité de la position française au sein des institutions de l'Union européenne (Conseil, Commission et Parlement). La mission de coordination interministérielle du SGAE s'étend à tous les domaines couverts par le traité sur l'Union, à l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune qui relève de la compétence du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Le SGAE est également compétent pour connaître des questions traitées dans le cadre d'autres institutions ou organisations internationales, lorsqu'elles relèvent de la compétence communautaire et font, à ce titre, l'objet d'une coordination communautaire (Organisation mondiale du commerce – OMC -, Cnuced, etc.)
Descriptif de l'employeur (suite)	Au sein du SGAE, le secteur CIAA est chargé d'assurer la coordination interministérielle des questions concernant la FAO, y compris le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), ainsi que le Codex Alimentarius. L'Union européenne ayant accédé au statut d'organisation membre de la FAO en 1991 (puis membre au Codex en 2003), l'élaboration et la défense des positions françaises dans tous ses organes répond à des règles de coordination entre l'UE et ses 28 États membres réalisée au sein des groupes du Conseil («FAO-

Coord» et «Codex Alimentarius Working Party») qui tiennent des réunions régulières à Bruxelles et sur place en marge des réunions des organes de la FAO à Rome.

Le Codex Alimentarius, sous la tutelle de la FAO et de l'OMS, œuvre à mettre au point des normes alimentaires internationales harmonisées destinées à protéger la santé des consommateurs et à promouvoir des pratiques loyales en matière de commerce international de denrées alimentaires. (http://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/codexhome/fr/)

La France est le pays hôte du Comité du Codex alimentarius sur les Principes Généraux (CCGP) et doit en assurer son organisation tant sur la forme que sur le fond, en lien, notamment, avec le Président du Comité et le Secrétariat du Codex Alimentarius.

Description du poste

Le/La titulaire du poste assure le rôle de référent FAO. Il/Elle peut également assurer l'intérim des adjoints à la cheffe de secteur en charge du Codex Alimentarius.

En tant que Référent FAO, il/elle est chargé(e) des missions suivantes :

- Préparation des instructions pour des groupes de travail du Conseil de l'Union européenne : circulation des documents de travail, réunions interministérielles préparatoires, finalisation de la position française, préparation des éventuels arbitrages, participation aux réunions à Bruxelles, etc.

- Préparation des instructions pour les réunions des organes directeurs, comités et réunions techniques de la FAO : circulation des documents de travail, animation des réunions interministérielles préparatoires, finalisation des positions françaises pour les sessions, y compris des déclarations européennes, préparation des éventuels arbitrages et participation aux réunions en tant que de besoin à Rome.

- Identification des membres de groupes de travail ; réponses aux questions et participation à des réunions d'information.

- Élaboration de notes pour la hiérarchie pour information et/ou arbitrage.

- Veille (y compris à destinations des acteurs de la recherche, de la société civile et du secteur privé).

- Participation aux travaux du Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA)

- Veille et suivi du Programme alimentaire mondial (PAM) et du fonds international de développement agricole (FIDA)

L'adjoint(e) à la cheffe de secteur travaillera en relation étroite avec tous les acteurs concernés :

- Nationaux : départements ministériels, principalement Ministère de l'agriculture (DGAL, DGPE, DPMA), Ministère de l'Europe et des affaires étrangères (NUOI, HUMA), Ministère de l'environnement, Ministère des Outre-Mer, Ministère de la santé (DGS), organismes scientifiques (INRAE, Cirad, IRD, ANSES, Agreenium),

	etc. - Européens : Représentation permanente de la France, Présidence du Conseil de l'Union européenne en exercice, Secrétariat général du Conseil, Commission européenne et représentants des autres États-membres - Internationaux : Représentations permanentes de la France à Rome (FAO)
Conditions d'exercice particulières	Poste à pourvoir par la voie d'une mise à disposition. Déplacements ponctuels
Description du profil recherché	SAVOIRS : - Expérience dans le domaine agricole et alimentaire et/ou sanitaire - Connaissance pratique indispensable du fonctionnement des administrations centrales et de l'Union européenne - Une connaissance des organisations multilatérales serait appréciée - Maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) - Intérêt pour les sujets agricoles et alimentaires, en particulier des enjeux internationaux SAVOIR-FAIRE : - Sens de la négociation et du consensus - Esprit de synthèse et capacité de rédiger avec clarté et précision - Capacité d'initiative, réactivité, rigueur - Disponibilité, en particulier lors des pics d'activité - Capacité à travailler en équipe intersectorielle - Capacité à gérer les conflits ; sens du dialogue - Bonne capacité d'adaptation et capacité à s'investir rapidement sur des sujets variés
Temps Plein	Oui

Compétences candidat

Compétences	CONNAISSANCES - Droit/réglementation, CONNAISSANCES - Environnement administratif, institutionnel et politique, SAVOIR-FAIRE - Expertiser, SAVOIR-FAIRE - Gérer un conflit, SAVOIR-FAIRE - Négocier, SAVOIR-FAIRE - Rédiger , SAVOIR-FAIRE - Travailler en équipe, SAVOIR-ETRE - Esprit d'initiative, SAVOIR-ÊTRE - Esprit de synthèse, SAVOIR-ÊTRE - Faculté d'adaptation, SAVOIR-ÊTRE -– Réactivité, SAVOIR-ETRE - Rigueur
Niveau d'études min. souhaité	Niveau 7 Master/diplômes équivalents
Niveau d'expérience min. requis	Confirmé
Langues	Anglais (Maîtrise)

Informations complémentaires

Fondement juridique du recrutement	Agent titulaire ou agent CDI par la voie d'une mise à disposition gratuite auprès du SGAE
Télétravail possible	Oui
Management	Non

Renseignements et contact - Note : les candidatures se font obligatoirement depuis l'application

Date de vacance de l'emploi	01/01/2023
Personne ou service à contacter pour obtenir plus d'informations sur l'offre	Andrée Sontot - andree.sontot@sgae.gouv.fr

Suivi RH

Suivi BRH et SRH (rattachement de l'offre au portefeuille)	RH-SGAE BALF
Date de début de publication	25/10/2022

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES
Service Europe et International

Conseiller pour les affaires agricoles en Pologne (basé à Varsovie)
Susceptible d'être vacant
Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3
Date limite de dépôt des candidatures : un mois à compter de la publication
Prise de poste souhaitée : Juillet / septembre 2023

Zone d'activité régionale :

Outre la Pologne, pays de résidence, le conseiller interviendra, en lien avec les services économiques concernés, dans les pays suivants : Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie et République tchèque.

Nature de l'activité :

Sous l'autorité du Chef du Service économique régional, et avec l'appui de l'équipe placée sous sa responsabilité, le Conseiller pour les affaires agricoles en Pologne aura pour missions, dans sa zone de compétence et dans le cadre de la stratégie Europe et International du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire :

■ D'effectuer une veille active et d'informer les autorités françaises, et plus particulièrement le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), sur l'évolution des secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'agroalimentaire et des forêts en Pologne et dans les pays de la zone ;

■ D'observer l'évolution des positions des pays de la zone, en matière de politiques agricole/sanitaire/alimentaire/forestière/pêche/environnementale et commerciale au plan national, régional et international et leurs incidences, en lien avec les services économiques de ces pays et régions ;

■ De faciliter le dialogue entre les autorités polonaises, estoniennes, lettonnes, lituaniennes, slovaques, tchèques et françaises ;

■ De promouvoir et expliquer les positions portées par la France, et notamment par le MASA, au sein des institutions européennes et dans les organisations internationales (OMC, FAO, OIE, CIPV, G20, Codex Alimentarius), auprès des administrations des pays de la zone ;

■ De favoriser, en lien étroit avec Business France, le développement des exportations de produits agricoles et agroalimentaires français et ainsi de participer à la mise en œuvre de la stratégie à l'international du MASA ; y compris la « stratégie pour le développement des exportations et l'internationalisation des filières agricole, agroalimentaire, forêt-bois et

produits bio-sourcés », ainsi que de soutien à l'internationalisation des entreprises y compris les exportations, pour les pays dont il a la charge ;

■ D'élaborer, en lien avec le MASA, une stratégie d'influence, de coopération et de partenariat et en assurer le suivi et l'évaluation ;

■ D'être le relais de la DGER et de ses établissements sous tutelle en lien avec le ou les services de l'Ambassade chargés des questions de coopération et des questions scientifiques et technologiques, pour promouvoir l'enseignement et la recherche agricole français, favoriser les programmes d'échanges d'élèves, d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, faciliter la mise en place de coopération dans ces domaines (expertise, jumelage, conférences régionales, partenariats public-privés, recherche de financement d'actions auprès des bailleurs de fonds, etc.) et identifier les secteurs académiques et scientifiques pertinents ;

■ De répondre aux demandes d'informations spécifiques des autorités françaises et plus particulièrement du MASA ;

■ D'assurer la préparation, l'accueil et/ou l'accompagnement des visites en Pologne de délégations de haut niveau dans le champ de compétence du MASA.

Qualités requises :

■ Connaissance des politiques agricoles européennes et nationales, de la politique commune des pêches ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires, de la pêche et forestières,
■ Grande autonomie, esprit d'initiative, réactivité, synthèse et rigueur,
■ Très bonne maîtrise de la langue anglaise à l'oral et à l'écrit, la connaissance du polonais serait appréciée,
■ Pratique de l'administration centrale et des relations internationales indispensable,
■ Aptitude à travailler dans un contexte multiculturel,
■ Sens des relations humaines, de la diplomatie et de la négociation internationale,
■ Capacité à travailler en transversalité avec différents services d'ambassade.

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelable deux fois un an

Personnes à contacter :

FRÉDÉRIC LAMBERT – Chef du service Europe & International – DGPE – **01 49 55 46 44**
frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

KARINE SERREC – Sous-Directrice Europe – DGPE - **01 49 55 45 57**
karine.serrec@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sébastien RIHANI, adresse électronique : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut National de l'Origine et de la Qualité
12, rue Henri Rol-Tanguy
TSA 30003
93 555 Montreuil

Directeur.trice adjoint.e

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A + (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel poste catégorie A (*) :>3</td><td>Groupe RIFSEEP : G 1.2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant
Date limite de candidature : 31 mars 2023</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, d'environ 250 agents répartis sur le siège de Montreuil et 8 délégations territoriales, chargé de la mise en œuvre de la politique relative aux signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) : appellations d'origine protégées, indications géographiques protégées, spécialités traditionnelles garanties, Label Rouge et agriculture biologique. Une exploitation sur trois en France produit au moins un produit sous SIQO. Il existe plus de 1000 produits sous SIQO (hors agriculture biologique) en France et 13% de la production française est en agriculture biologique.

Ses missions quotidiennes, en lien avec les instances de l'Institut constituées d'environ 250 professionnels du secteur, sont les suivantes :
- la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (noms et territoires de production).
- la promotion et l'information autour des SIQO.

Par ailleurs, l'institut a entrepris un certain nombre d'actions structurantes visant à accroître la durabilité des SIQO et améliorer leur adaptation au changement climatique, tout en assurant la rentabilité du secteur.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le.la directeur.trice – adjoint.e représente, assiste et supplée la directrice dans l'ensemble de ses fonctions et dispose d'une délégation générale de signature. Il. Elle peut être spécifiquement chargé.e du pilotage direct de certains dossiers.
Il.elle participe à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques de l'établissement.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Disposant d'une compétence générale, il.elle peut être conduit.e à traiter toute question ou dossier confié à l'établissement.
Il.elle participe à l'organisation de l'ensemble des services nationaux et territoriaux, sur lesquels il.elle a autorité.
Il.elle participe aux instances de gouvernance de l'établissement - Conseil permanent, Comités nationaux et Commissions permanentes, Conseil des agréments et contrôles (CAC) - ainsi qu'en tant que de besoin, aux groupes de travail mis en place.
Il.elle assure, en lien avec la directrice, la coordination de la préparation des instances de l'INAO.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les principaux interlocuteurs extérieurs à l'INAO sont :
- Le Commissaire du Gouvernement et les services de la DGPE, de la DGAL et d'autres départements ministériels et directions (MTE, DGCCRF, DGDDI.).
- Les professionnels des instances de gouvernance et des filières.
- Les services déconcentrés de l'Etat, notamment les DRAAF, et les collectivités locales.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Bonne connaissance, notamment économique et organisationnelle, des filières agricoles
- Expérience en lien avec les administrations nationales et européennes.</td><td>- Capacité à piloter une réflexion stratégique
- Pratique des relations services publics/ professionnels
- Aptitude à la négociation
- Aptitude au management d'équipes polyvalentes</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Informations sur le poste : Madame Carole LY – Tél. : 01.73.30.38.05

Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées à la Directrice de l'INAO. c.ly@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>